COI Focus

NIGER
Situation sécuritaire

28 janvier 2021 (mise à jour)	Cedoca	Langue de l'original : néerlandais

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.
Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.
Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.
La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.
The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.
All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.
This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés **3**
Introduction **4**
1. Bref historique **5**
2. État actuel du conflit **6**
3. Parties belligérantes **8**
3.1. Forces internationales 8
3.2. Forces armées nationales 9
3.3. Groupes terroristes 9
3.3.1. Boko Haram 9
3.3.2. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) 10
3.4. Groupes armés à caractère communautaire 11
3.5. Bandes criminelles 12
4. Typologie de la violence **13**
5. Cibles de la violence **14**
6. Répartition géographique **17**
6.1. Sud-Ouest : Tillabéri en Tahoua 17
6.2. Sud-est : Diffa 19
6.3. Sud : Maradi 20
6.4. Nord : Agadez 21
6.5. Le département métropolitain de Niamey 21
7. Déplacements de population **23**
8. Impact des violences sur la vie quotidienne **25**
8.1. Liberté de circulation 25
8.2. Situation sur le plan alimentaire 26
8.3. Accès à l'aide humanitaire 26
8.4. Enseignement 27
8.5. Soins de santé 27
Résumé **28**
Bibliographie **30**

Liste des sigles utilisés

UA	Union africaine
DRC	Danish Refugee Council
EUCAP	European Union Capacity Building Mission
FAN	Forces Armées Nigériennes
FMM	Force multinationale mixte
GANE	Groupes armés non étatiques
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre
ICG	International Crisis Group
IS	Islamic State
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
ISS	Institute for Security Studies
ISSAT	International Security Sector Advisory Team
EIAO	État islamique en Afrique de l'Ouest
MINUSMA	United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
RFI	Radio France International
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
UNOWAS	United Nations Office for West Africa and the Sahel
UNSC	United Nations Security Council

Introduction

L'objet des présentes recherches est de faire le point sur les conditions de sécurité au Niger. Ce rapport constitue une mise à jour du précédent COI Focus concernant la situation sécuritaire au Niger du 12 juin 2020. Les recherches se sont particulièrement orientées vers la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020.

L'analyse comporte huit parties. Le premier chapitre dresse brièvement l'historique des conflits au Niger, après quoi le deuxième chapitre se concentre sur la situation actuelle en la matière. Les parties belligérantes sont passées en revue dans le troisième chapitre. Les quatrième, cinquième et sixième chapitres traitent successivement de la typologie des violences, de leurs cibles et de leur répartition géographique au Niger. Le septième chapitre aborde les déplacements de population, alors que le huitième décrit l'impact des violences sur sa vie quotidienne.

Le Cedoca a consulté les médias nationaux et internationaux, comme la BBC et Radio France International (RFI). Par ailleurs, le Cedoca a utilisé les bulletins d'information et les rapports d'organisations internationales, telles le United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) et l'International Crisis Group (ICG). Le Cedoca a encore procédé à d'autres recherches en utilisant Google, dans les bases de données de Refworld et d'ecoi.net, ainsi que sur les sites Internet de canaux médiatiques internationaux.

Le présent COI Focus fait usage des chiffres concernant les incidents liés à la sécurité issus de la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation sans but lucratif américaine qui rassemble, analyse et met en perspective des informations relatives aux conflits. Des chercheurs expérimentés collectent les données en exploitant des informations sur la base d'un large éventail de sources et d'organisations locales, régionales et internationales. En ce qui concerne le Niger, il s'agit entre autres d'ActuNiger, d'aNiamey, et de Studio Kalangou, de Reuters, ou Le Sahel.

La base de données est accessible au public, sur le site Internet de l'ACLED, et est mise à jour en permanence dès la parution d'une nouvelle information (que ce soit ou non en rapport avec un incident déjà enregistré)[1]. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le cadre de ce COI Focus ont été consultés le 16 novembre 2020. L'inventaire de l'ACLED fournit le type de violences, leurs auteurs, une description des incidents, leur localisation et le nombre de tués[2]. L'ACLED signale que les données récoltées reflètent dans une certaines mesure les priorités des rapports faits par les médias et organisations et que, cela étant, il est possible que les violences soient quelque peu sous-estimées[3].

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie mise en œuvre pour l'introduction et le contrôle permanent des données[4]. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données, les chiffres de l'ACLED ne peuvent, selon le Cedoca, être considérés que comme une estimation et un indice des tendances quant aux violences durant une période déterminée.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Niger. Si se produisent des évolutions ou des changements fondamentaux susceptibles de modifier notablement la situation sur place, le Cedoca effectuerait aussi vite que possible une mise à jour de ce COI Focus.

[1] ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, url
[2] ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, url
[3] ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, url
[4] ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, url

1. Bref historique

En février 2015, la région de Diffa, dans le sud-est du Niger, a pour la première fois été la cible d'attentats meurtriers commis par le groupe djihadiste nigérian Boko Haram. Des miliciens de cette organisation, toujours active depuis 2009 au Nigeria voisin, ont franchi le lac Tchad et suscité des déplacements de masse[5]. Le Niger s'est engagé dans une nouvelle coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme[6]. Le 9 février 2015, le parlement nigérien a donné son assentiment à l'envoi de troupes au Nigeria afin de participer à une force multinationale mixte (FMM), ayant pour mission de lutter contre les islamistes et composée d'effectifs originaires des pays du bassin du Tchad, à savoir le Nigeria, le Niger, Tchad et le Cameroun.[7]

L'intensité des affrontements entre forces armées nigériennes et Boko Haram a atteint un pic en 2016 et 2017, mais elle a baissé depuis lors. Néanmoins, en 2020 Boko Haram reste une sérieuse menace sur le plan régional[8].

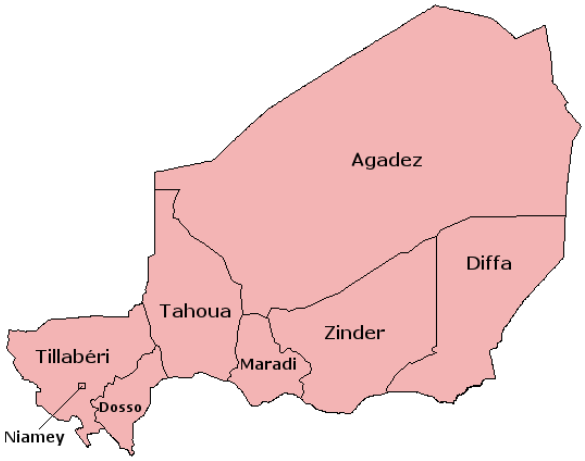


Illustration 1 : Carte des régions du Niger[9]

Outre l'impact de Boko Haram dans l'est, la zone frontalière avec le Mali constitue un point chaud pour ce qui est des attentats perpétrés à partir du Mali[10]. Depuis 2016, l'insécurité a gagné toute la région de Tillabéri[11]. Selon le Conseil de sécurité des Nations unies, en 2018 les conditions de sécurité ont continué de se détériorer dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger[12].

Après une hausse du nombre des attentats et des actes liés au banditisme dans la région de Tillabéri, en octobre 2018 l'armée nigérienne y a lancé une offensive et en a chassé les groupes djihadistes maliens. En novembre 2019, l'armée nigérienne a mené plusieurs opérations et a détruit des camps de djihadistes dans la région de Torodi, au sud-ouest du pays[13]. Initialement, le Niger collaborait avec des milices à caractère ethno-politique contre les groupes djihadistes de la région de Tillabéri, mais il a suspendu cette coopération en 2018. Cette décision a été prise après de sanglants accrochages entre

[5] Libération, 06/02/2015, url; The New Humanitarian, 28/03/2019, url
[6] Libération, 06/02/2015, url
[7] BBC, 09/02/2015, url; France 24, 08/03/2016, url
[8] Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, url
[9] Wikimedia commons credit Acntx at the English language Wikipedia, 01/08/2005, url
[10] Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, url
[11] ACLED (Vannice C.), 20/06/2017, url; The New Humanitarian, 28/03/2019, url; Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, url
[12] UNSC, 12/11/2018, p. 2, url; France Info (Lachkar M.), 07/11/2018, url ; VOA, 06/11/2018, url
[13] Africa Radio, 03/11/2018, url ; GRIP (Nsimba J.), 15/01/2019, p. 16, url ; Jeune Afrique, 13/11/2018, url

clans nomades rivaux dans la région, ce qui a poussé un certain nombre d'entre eux à se joindre à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Depuis lors, le Niger a tenté de contrer l'EIGS en fournissant de l'assistance aux communautés au sein desquelles le groupe djihadiste est présent[14].

Toutefois, début 2019 les conditions de sécurité au Niger ont continué de se détériorer[15]. Après l'échec de l'offensive militaire contre l'EIGS, de 2017 à la mi-2018, et les efforts consécutifs du gouvernement nigérien pour nouer le dialogue avec les communautés dans lesquelles les djihadistes s'étaient implantés, les violences ont connu une recrudescence dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger. Depuis avril 2019, les attaques revendiquées par l'EI ont fait plusieurs victimes parmi les chefs locaux qui occupaient des fonctions stratégiques pour le compte de l'État, ainsi que plus de deux cents tués dans les forces de sécurité. Le Niger a de nouveau adopté une approche militaire[16]. Les opérations de lutte contre le terrorisme, avec le soutien de la France, ont depuis lors donné lieu à une alarmante escalade de tueries de civils, dont les troupes de sécurité sont suspectées d'être responsables[17]. Cette stratégie a accéléré la militarisation des communautés frontalières et réveillé la stigmatisation des Peuls (nomades), considérés par les autres communautés locales comme des collaborateurs de l'EI. Elle a également eu pour conséquence la mort de civils tenus pour être des partisans de l'EI[18].

Fin 2019, l'UNHCR affirmait que, depuis le début de l'année, les conditions de sécurité se sont détériorées, même dans la région de Maradi jouxtant le Nigeria. D'après l'UNHCR cette détérioration est due aux incursions d'organisations armées radicales qui commettent des exactions contre la population et s'en prennent à ceux qui sont soupçonnés de collaborer avec les forces de l'ordre nigériennes. La même source souligne que la criminalité, la faible présence des troupes de sécurité et les tensions entre les communautés contribuent aux mauvaises conditions de sécurité dans la région de Maradi[19].

2. État actuel du conflit

Selon le Conseil de sécurité des Nations unies, durant les six premiers mois de 2020 les conditions de sécurité ont été instables dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri. L'armée nigérienne a intensifié les opérations et accru les restrictions ayant un impact en matière de sécurité dans la région de Tillabéri, après que des groupes terroristes ont tués 174 soldats nigériens en décembre 2019 et janvier 2020[20]. Le 21 février 2020, le ministre de la Défense annonçait qu'une opération mixte franco-nigérienne avait permis la neutralisation de 120 terroristes dans la région de Tillabéri. Le 2 avril 2020, l'EIGS attaquait un poste de l'armée à Tamalaoulaout (Tillabéri), faisant quatre morts parmi les soldats. Lors d'une offensive qui a suivi l'incident, l'armée a tué 63 miliciens[21].

Le 16 mars 2020, l'armée a tué au moins 50 combattants de Boko Haram, après qu'ils ont attaqué un poste militaire à Toumour (Diffa)[22]. En avril et mai 2020, ce sont au moins trois attaques qui se sont produites contre des cibles militaires dans le sud du pays. En mai 2020, les troupes de la force multinationale ont mené deux opérations sur les bords du lac Tchad. Dans le cadre de ces opérations, au moins 75 djihadistes ont été neutralisés[23].

[14] ICG, 03/06/2020, url
[15] The New Humanitarian, 01/04/2019, url
[16] ICG, 03/06/2020, url
[17] ICG, 03/06/2020, url
[18] ICG, 03/06/2020, url
[19] UNHCR, 11/12/2019, url
[20] ICG, 03/06/2020, url; UNSC, 14/06/2020, url
[21] UNSC, 14/06/2020, url
[22] UNSC, 14/06/2020, url
[23] RFI, 14/05/2020, url; GRIP, 07/07/2020, url

Dans l'ensemble, le nombre d'offensives lancées par l'armée nigérienne s'est accru. À cet égard, certaines sources proches de l'État mentionnent la mort de plus de 620 miliciens au cours des quatre premiers mois de 2020[24].

Selon la Bertelsmann Stiftung, des bandes de Touaregs et de criminels sont actives dans le nord du Niger. De grandes parties de zones rurales de tout le pays sont en proie à la criminalité, toujours selon la fondation[25].

En août 2020, Mohamed Ibn Chambas, le représentant spécial des Nations unies et directeur du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, affirmait que la détérioration des conditions de sécurité avait donné lieu à une hausse du nombre de déplacés. Il est également question d'une nouvelle tendance d'agressions contre les travailleurs humanitaires. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver la situation, dans la mesure où les gouvernements sont contraints de transférer des moyens au secteur des soins de santé. Si les frontières sont fermées pour arrêter la progression de la pandémie, cela implique un grave préjudice pour les commerçants transfrontaliers qui perdent leurs moyens de subsistance. Bien que les Nations unies aient appelé à un cessez-le-feu durant la pandémie, les groupes terroristes profitent de ce qu'ils voient comme un moment de faiblesse et intensifient leurs actions, selon Chambas[26]. D'après l'ISS, plusieurs agressions en dehors des terrains habituels d'activité des groupes extrémistes démontrent que l'insécurité s'accroît au Niger[27].

Les élections municipales, régulièrement reportées depuis 2016, se sont déroulées le 13 décembre 2020[28]. L'élection présidentielle a suivi plus tard en décembre 2020. Des centaines de milliers d'électeurs n'ont pas pu être enregistrés et l'organisation des élections a été impossible dans certaines régions où l'État est en grande partie absent ou d'où il s'est retiré[29]. Cette situation creuse encore le fossé entre les villes, où la vie politique est relativement dynamique, et les zones rurales, touchées par les violences. Elle renforce également le sentiment de marginalisation de ces communautés, sentiment mis à profit par les djihadistes, d'après l'ICG[30].

Maïkoul Zodi du mouvement civil international Tournons la page évoque des problèmes logistiques lors des élections municipales et une attaque de Boko Haram dans la région de Diffa le 12 décembre 2020. Il y a environ quinze bureaux de vote qui n'ont pas pu ouvrir le 13 décembre 2020 dans les régions où l'insécurité est forte, comme à Tillabéri et Tahoua. Selon la Commission électorale nationale indépendante du Niger (CENI), le vote s'est généralement bien passé[31]. Les résultats préliminaires des élections municipales indiquent que le principal parti au pouvoir, aussi le parti du président Issoufou, le PNDS-Tarayya, est en tête des élections municipales et régionales[32].

Le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 27 décembre 2020[33]. Selon la CENI, l'élection s'est également déroulée sans incidents significatifs[34]. Tournons la page parle de nombreuses formes de fraudes et d'un manque de matériel qui affectent négativement la crédibilité, la transparence et la

[24] UNSC, 14/06/2020, url
[25] Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 6, url
[26] ISS, 24/07/2020, url
[27] ISS, 10/11/2020, url
[28] En avril 2011, un gouvernement avait été démocratiquement élu, avec à sa tête Mahamdou Issoufou (PNDS-Tarayya). Lors de l'élection présidentielle du 20 mars 2016, c'est le président sortant, Issoufou, qui était sorti vainqueur des urnes, après un boycott de l'élection par l'opposition. Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 4, url. L'on trouvera notamment davantage d'informations quant aux dernières élections sur le site du GRIP, 07/07/2020, url; GRIP, 13/10/2020, url; ISS, 10/11/2020, url
[29] Le Figaro, 22/12/2020, url; ICG, 19/11/2020, url
[30] ICG, 19/11/2020, url
[31] RFI, 14/12/2020, url; Le Monde, 14/12/2020, url
[32] Andalou Agency, 22/12/2020, url; Le Figaro, 22/12/2020, url; CENI, s.d., url
[33] ISS, 10/11/2020, url
[34] ISS, 10/11/2020, url; France 24, 27/12/2020, url; RTBF, 28/12/2020, url

régularité du vote de même que les résultats de l'élection[35]. Le grand favori de l'élection présidentielle, dont le second tour aura lieu le 20 février 2021, est Mohamed Bazoum, le bras droit du président sortant Mahamadou Issoufou[36].

3. Parties belligérantes

3.1. Forces internationales

Le but du présent chapitre est de livrer un bref aperçu des troupes, originaires de plusieurs pays, actives sur le territoire nigérien.

Barkhane est le nom d'une opération militaire placée sous le commandement de l'armée française, ayant pour mission de lutter contre le terrorisme et les groupes djihadistes au Sahel. L'opération a été lancée le 1er août 2014 et regroupe les troupes de cinq pays : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad[37].

Le 19 décembre 2014, le Niger et quatre autres pays du Sahel – le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Burkina Faso – ont signé une convention qui pose les bases du G5 Sahel (G5S), un cadre de coopération visant à l'amélioration et à la coordination de la politique régionale en matière de développement, mais aussi de sécurité[38]. En 2017, soutenue par la France, la Joint Force of the G5 Sahel a été mise sur pied en tant qu'initiative militaire la plus importante pour prendre à bras le corps les violences djihadistes dans la région. Elle s'appuie sur l'opération Barkhane, sous le commandement de la France, et est approuvée par le Conseil de sécurité des Nations unies (NU)[39].

Depuis 2015, le Niger fait partie de la FMM, qui réunit les pays du pourtour du lac Tchad (Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria). Cette force armée a été créée en réaction à la menace terroriste transnationale et pour rétablir la sécurité dans la région[40].

Les États-Unis sont également présents au Niger. En janvier 2020, l'ICG précisait que « les États-Unis renforcent aussi leur présence militaire, notamment l'utilisation de drones, avec trois bases au Niger, dont une base aérienne de 100 millions de dollars à Agadez, où des officiers américains forment l'armée de l'air nigérienne »[41].

En février 2019, la présence américaine au Niger se composait de 800 hommes[42]. La Belgique, le Canada, l'Allemagne, la Russie et les Émirats arabes unis ont aussi déployé des troupes au Niger ou ont signé des accords en vue de l'envoi de personnel militaire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme[43]. Fin juin 2019, le Niger a signé un accord avec les Émirats arabes unis pour installer une base militaire à la frontière nord[44].

[35] Tournons la page, 18/01/2021, url
[36] Le Monde, 07/01/2021, url
[37] République française, ministère de la Défense, 07/10/2020, url
[38] G5sahel.org, 29/09/2015, url ; France diplomatie, 18/04/2018, url
[39] France diplomatie, 06/2019, url; UNSC, 30/03/2017, p. 6, url; The New Humanitarian, 15/04/2019, url
[40] EU, 07/11/2018, url
[41] ICG, 06/01/2020, p. 9, url
[42] The Defense Post, 04/02/2019, url
[43] ICG, 06/01/2020, p. 10, url
[44] GRIP, 10/10/2019, url

Au cours d'un sommet de l'Union africaine (UA) en février 2020, il a été décidé d'engager 3.000 de ses soldats pendant six mois, afin d'appuyer les opérations en cours et de renforcer les liens de coopération[45].

En novembre 2020, Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint des Nations unies pour les opérations de maintien de la paix, a salué la coordination accrue entre les acteurs de la sécurité au Sahel, à savoir les armées nationales, la force française Barkhane, la mission des Nations unies au Mali (MINUSMA) et la force conjointe du G5 Sahel[46].

3.2. Forces armées nationales

Le Niger dispose de trois forces de sécurité intérieures : la police nationale, la gendarmerie nationale et la Garde nationale du Niger[47]. Le rapport de l'International Security Sector Advisory Team (ISSAT) mentionne que le secteur de la sécurité bénéficie de la contribution de la communauté internationale, tant en matière d'entraînement ou d'assistance technique que de soutien logistique. La source cite l'European Union Capacity Building Mission (EUCAP) Sahel Niger et la coopération bilatérale avec la France, l'Allemagne et les États-Unis[48].

La police nationale ressortit au ministère de l'Intérieur et est notamment responsable de la sécurité des centres urbains, de la protection des institutions et bâtiments officiels, ainsi que de la sécurité des membres du gouvernement[49]. En 2020, ses effectifs étaient estimés à quelque 8.600 agents[50].

La gendarmerie dépend du ministère de la Défense. Sa mission consiste à défendre le territoire et à assurer le maintien de l'ordre. En 2017 ses effectifs comptaient 7.200 hommes. Étant donné l'intensification des activités criminelles, la présence de la gendarmerie a été renforcée à la frontière[51].

La Garde nationale du Niger relève du ministère de l'Intérieur et est responsable de la sécurité des zones rurales et de la surveillance des prisons. Par ailleurs, la Garde nationale est chargée d'assurer la sécurité de certaines personnalités et des bâtiments publics[52]. En 2017, cette institution comptait 9.000 agents[53].

L'armée nationale, ou Forces armées nigériennes (FAN), dépend du ministère de la Défense et veille à la défense de l'intégrité du territoire national. Les FAN se composent de troupes terrestres et de la force aérienne. En 2018, les estimations faisaient état d'effectifs de 15.000 à 20.000 hommes[54].

3.3. Groupes terroristes

3.3.1. Boko Haram

Boko Haram est apparu en 2002, dans le nord du Nigeria. Le groupe est présent au Nigeria, dans le nord du Cameroun, au Niger et au Tchad. En 2015, Boko Haram a prêté allégeance à l'État islamique

[45] ISS, 24/07/2020, url
[46] UN News, 16/11/2020, url
[47] ISSAT, 05/10/2018, url
[48] FMES, 24/09/2018, url; ISSAT, 05/10/2018, url
[49] ISSAT, 05/10/2018, url
[50] ASSN, 03/2020, url
[51] ISSAT, 05/10/2018, url
[52] ASSN, 03/2020, url
[53] ISSAT, 05/10/2018, url
[54] ISSAT, 05/10/2018, url; ASSN, 03/2020, url

(EI)[55]. La première attaque de grande ampleur perpétrée par le groupe au Niger s'est produite en février 2015[56].

Boko Haram utilisait initialement Diffa comme base de repli, y récoltait des fonds et y procédait à des recrutements. Ce qui a dans une certaine mesure favorisé ce choix, ce sont les liens culturels et économiques profonds de la région avec l'État de Borno au Nigeria, où le groupe a émergé en 2002[57].

Les sources consultées évoquent une scission du groupe en 2016, à la suite de divergences d'opinion quant au commandement[58]. L'une des deux factions de Boko Haram est commandée par Abubacar Shekau, chef de Boko Haram depuis 2009. Une seconde faction est l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO)[59]. Selon le rapport du Conseil de sécurité des Nations unies du 2 novembre 2020, l'EIAO est actif dans la région du lac Tchad[60].

D'après Radio France International (RFI), le modus operandi de Boko Haram a changé depuis la mi-2017 et l'organisation a davantage recours à des kamikazes. Ses cibles ont également changé. Le groupe vise de plus en plus les civils et de moins en moins les forces de sécurité, toujours selon RFI[61]. Alors que le Small Arms Survey signalait en janvier 2018 que des milliers de Nigériens[62] ont rejoint les rangs de Boko Haram, la Bertelmans Stiftung mentionnait en 2020 que les attaques du groupe dans la province de Diffa ne suscitait que peu, voire aucune sympathie au sein de la population, qui rejette l'extrémisme islamiste[63]. Boko Haram est toujours présent dans la région de Diffa, mais le nombre d'attentats meurtriers y a baissé ces deux dernières années[64].

Le 16 mars 2020, le gouvernement nigérien a fait savoir qu'il avait tué 50 combattants de Boko Haram[65]. Trois jours plus tard, le ministère nigérien de la Défense annonçait avoir éliminé Ibrahim Fakoura, figure de proue du groupe, lors d'une opération menée sur les îles du lac Tchad[66].

3.3.2. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

L'EIGS a été créé en 2015 par le porte-parole du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Adnane Abu Walid Al-Sahrawi, qui a prêté allégeance à l'EI l'année même[67]. Le groupe est actif dans une région située à la frontière du Mali, du Burkina Faso et du Niger, ordinairement appelée zone des trois frontières ou Liptako-Gourma[68].

L'EIGS compte de nombreux Fulani ou Peuls nigériens[69]. La pauvreté, le retard social et culturel, ainsi que les tensions intercommunautaires sont mis à profit par les mouvements djihadistes. Selon le Small

[55] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url
[56] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 28-29, url
[57] IDMC, 23/09/2020, p. 14, url
[58] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url; RFI, 22/06/2016, url; Les Yeux du Monde (Guillermin-Golet S.), 31/08/2016, url
[59] Opex360 (Lagneau L.), 07/07/2018, url
[60] UNSC, 02/11/2020, p. 2, url
[61] RFI, 05/06/2018, url
[62] L'auteur du rapport se base sur des interviews de sources nigériennes, mais signale que ces dernières ne disposent pas de chiffres exacts quant au phénomène. Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 28-29, url
[63] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 28-29, url; Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, pp. 6-7, url
[64] Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, pp. 6-7, url
[65] Le Figaro, 16/03/2020, url
[66] Le Monde, 20/03/2020, url
[67] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url; Huffpost, 14/01/2018, url
[68] Libération, 12/12/2019, url
[69] Dans les années 1970, des éleveurs Fulani, originaires du Niger, s'installent dans la région de Gao, au Mali, à la recherche de meilleurs pâturages. Les tensions liées à l'accès aux terres et aux sources connaissent une escalade au cours des premières insurrections touarègues qui ont touché le Mali et Niger, au début des années 1990. Le MUJAO exploite la situation pour recruter parmi les Fulani/Peuls qui craignent les violences des milices touarègues.

Arms Survey, si de jeunes Peuls se joignent aux groupes, c'est moins pour mener le djihad que pour se protéger des Touaregs maliens, avec lesquels ils sont en conflit pour des motifs liés aux matières premières[70].

Fin 2017, l'EIGS a unifié les forces au sein du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Le GSIM est le résultat de la fusion de plusieurs groupes djihadistes présents au Mali en 2017, plus particulièrement Ansar Dine, Al-Mourabitoune, AQMI et le Front de libération du Macina (FLM), aussi appelé Katibat Macina. Le GSIM est commandé par le chef d'Ansar Dine, le Touareg malien Iyad Ag Ghali[71]. L'EIGS est essentiellement présent à la frontière entre le Mali et le Niger; le GSIM opère plutôt au nord et au centre du Mali[72]. Les deux groupes ne fusionnent pas, mais entreprennent des actions communes[73].

En janvier 2020, Africanews soulignait que : « [s]elon la propagande islamiste, l'EIGS[74] a été incorporé mi-2019 à l'EIAOP, qui est une faction dissidente du groupe Boko Haram au Nigeria »[75].

3.4. Groupes armés à caractère communautaire

En février 2020, l'UNHCR écrivait que :

> « La fragmentation sociale basée sur les distinctions entre sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs et les rivalités interethniques est aussi une source de tension historique exacerbée par le conflit, notamment dans la région de Tillabéri. L'accès aux ressources naturelles de plus en plus limité est une cause de tensions sociales. Enfin, les divisions au sein des populations soutenues (souvent sous contrainte) par des groupes armés, ont aggravé les tensions communautaires ».[76]

D'après l'Institute for Security Studies (ISS), les groupes extrémistes n'intensifient pas systématiquement les violences locales dans la zone du Liptako-Gourma, mais ils profitent des divisions internes à la population pour accroître leur influence[77].

> « Les données recueillies révèlent que la position des groupes extrémistes violents par rapport aux conflits locaux varie. (…) Trois principaux schémas illustrent l'attitude adoptée par les groupes face aux conflits locaux : i) ils s'impliquent directement dans le conflit en tant que parties prenantes, ii) ils interviennent comme médiateurs ou arbitres, iii) ils adoptent une attitude de non-ingérence, qui entraîne parfois un gel des conflits. »[78]

L'ICG inscrit l'émergence de groupes armés à la frontière entre le Niger et le Mali dans le cadre d'une hausse de la violence dans les zones rurales sur fond de rivalité entre les communautés. De jeunes gens, principalement issus de communautés nomades (en particulier touarègue, dossaak et fulani/peule), ont constitué des milices sur une base communautaire et, selon leurs dires, défendent

L'EIGS s'est distancié du MUJAO en 2015 et a prêté allégeance au chef de l'EI, Abu Bakr al-Baghdadi. Quand, en 2017-2018, le Niger a collaboré avec les milices maliennes à caractère ethnique, considérées comme rivales de certaines communautés ethniques comme les Peuls, le pays a poussé davantage de Peuls dans les bras de l'EIGS. The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url; The New Humanitarian, 15/04/2019, url; ICG, 03/06/2020, url

[70] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 30, url
[71] UNSC, 30/03/2017, p. 8, url; Long War Journal (Joscelyn T.), 13/03/2017, url
[72] Opex360 (Lagneau L.), 13/01/2018, url
[73] GRIP (Ghys M.), 11/01/2018, p. 10, url
[74] EIGS ou État islamique dans le Grand Sahara (Islamic State in the Greater Sahara/ISGS).
[75] Africanews, 15/01/2020, url
[76] UNHCR, 29/02/2020, url
[77] ISS, 12/2019, p. 20, url
[78] ISS, 12/2019, p. 20, url

les intérêts de groupes de population nomades marginalisés, sans cependant se livrer à la prédation. L'accès aux armes de guerre a rendu les violences entre ces groupes plus meurtrières encore[79].

Dans l'extrême nord du Niger, les communautés locales ont constitué des gardes civiles et des milices d'autodéfense pour lutter contre l'insécurité croissante liée aux trafics et pallier l'absence de l'État dans la région. Le banditisme y est devenu une menace pour la population locale[80].

3.5. Bandes criminelles

En juin 2018, Jérôme Tubiana, chercheur auprès du Small Arms Survey, signalait que les bandes criminelles sont réparties partout dans la région proche de la libye et du Tchad, à plus de 400 kilomètres au nord-est d'Agadez. Selon l'analyste, la plupart d'entre eux sont des déserteurs de l'armée tchadienne et d'anciens rebelles tchadiens ou soudanais, dont certains sont devenus mercenaires en Lybie. Les autres sont des Nigériens, chercheurs d'or, passeurs de migrants et dealers de drogue[81].

En décembre 2019, l'UNHCR expliquait que des criminels, seuls ou en groupe, profitent de la faible présence des forces de l'ordre pour commettre des délits et des crimes au détriment de la population[82].

Selon le rapport de l'ICG du 6 janvier 2020, des bandes criminelles violentes sont impliquées dans plusieurs types de trafic d'êtres humains dans le nord du Niger. L'ICG fait remarquer que les trafiquants d'êtres humains font appel à des groupes armés, dont des délinquants et des rebelles issus de minorités ethniques, et qu'ils ont conclu certains accords avec des fonctionnaires de l'État. Le banditisme ne représente pas seulement une menace pour les trafiquants d'êtres humains, mais aussi pour les chauffeurs ou passagers contraints de voyager pour gagner leur vie. Un expert cité par l'ICG explique qu'un criminel est souvent un ex-rebelle bénéficiant de connexions d'ordre politique[83].

Selon la même source, Le trafic de drogue est plus étroitement associé à la violence que d'autres flux de contrebande[84]. Le rapport précise comment les trafiquants de drogue alimentent le marché :

> « Après l'effondrement de l'État dans le Nord du Mali et le Sud de la Libye, les trafiquants de drogue se sont armés, ont créé des milices ou ont payé des [d]jihadistes et d'autres groupes armés pour obtenir une protection et/ou un droit de passage. Dans le Nord du Niger, des dynamiques similaires sont à l'œuvre, bien que des arrangements entre les représentants de l'État et les trafiquants aient permis de contenir la violence. Les trafiquants s'affrontent et manipulent parfois la police pour qu'elle s'en prenne à leurs rivaux. »[85]

[79] ICG, 12/06/2018, url
[80] ICG, 06/01/2020, url
[81] RFI, 11/06/2018, url
[82] UNHCR, 29/02/2020, url
[83] ICG, 06/01/2020, p. 18, url
[84] ICG, 06/01/2020, url
[85] ICG, 06/01/2020, url

4. Typologie de la violence

Au cours de la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED a enregistré 189 incidents au Niger. Parmi ceux-ci, l'ACLED en considère 54 comme des *battles/armed clashes*, 18 comme des *explosions/remote violence* et 117 comme des *violence against civilians*[86]. L'ACLED enregistre également d'autres incidents, plus spécifiquement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*. Ces catégories ne sont pas reprises dans le présent chapitre. Il est possible de retrouver un aperçu complet des différentes catégories et sous-catégories d'incidents dans une note du Cedoca relative à la méthodologie de l'ACLED[87].

José Luengo-Cabrera, analyste de données auprès de l'OIM, a réalisé la représentation visuelle des données de l'ACLED relatives aux huit premiers mois de 2020 et concernant le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Le graphique séparé représente l'évolution de la situation au cours de la période 2010-2020[88].

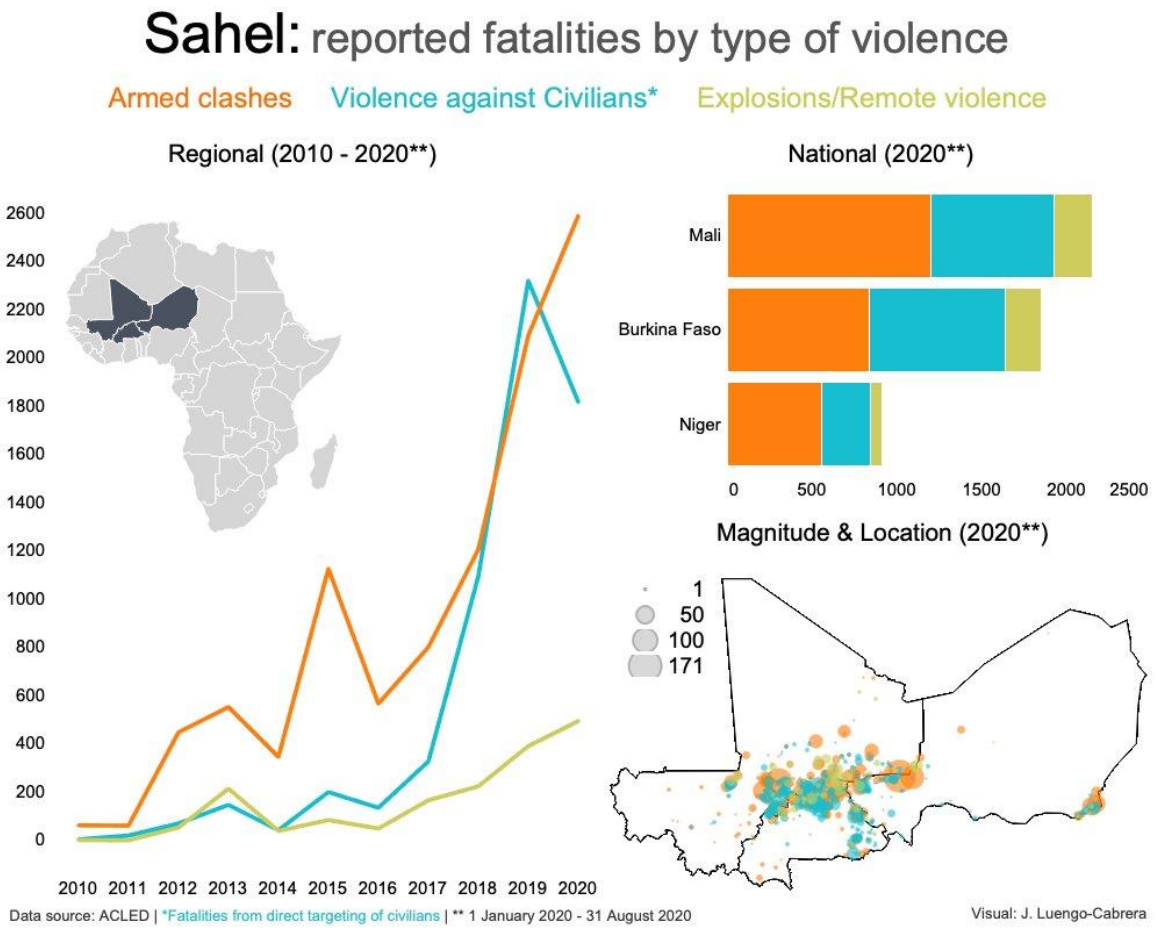


Illustration 2 : Reported fatalities by type of violence[89]

[86] ACLED, mise à jour consultée via export tool: 14/11/2020, url
[87] CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, url
[88] José Luengo-Cabrera, 16/09/2020, url
[89] José Luengo-Cabrera, 16/09/2020, url

À partir des informations de l'ACLED relatives aux huit premiers mois de 2020, l'on observe que ce sont surtout les *armed clashes* et les *violence against civilians* qui se sont révélés meurtriers au Niger. La représentation géographique des données de l'ACLED par M. Luengo-Cabrera indique que les régions de Tillabéri et Tahoua (ouest), et de Diffa (est) ont été les plus gravement touchées.

Le Niger est en proie à des violences terroristes, des tensions intercommunautaires et au banditisme. L'on y reviendra dans les chapitres 3 et 6.

5. Cibles de la violence

Au cours de la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED a recensé au Niger 448 victimes lors d'incidents de types *battles, explosions/remote violence* et *violence against civilians*[90].

Le nombre de victimes enregistrées par l'ACLED dans la colonne *fatalities* recouvre tant les civils que le personnel des forces de l'ordre ou les membres des milices. L'ACLED recommande une grande prudence lors de l'utilisation des chiffres des morts figurant dans sa base de données, ou toute autre base de données[91]. Même l'ACLED n'est pas en mesure de vérifier les informations quant au nombre de victimes. L'organisation signale que toutes les données liées aux conflits, tous les chiffres relatifs aux décès, sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations sont sujettes à manipulation par les groupes armés et, parfois, par les médias. Cela peut donner lieu à des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED souligne que les chiffres doivent être envisagés comme des nombres « dont on a fait état ». En outre, l'organisation indique que les nombres encodés dans la base de données sont des estimations[92]. Dans une note relative à la méthodologie de l'organisation, l'on peut retrouver des informations quant à la méthode d'encodage par l'ACLED de chiffres concernant le nombre de victimes[93].

Dans certaines régions, la population est prise en étau entre les groupes armés, les violences intercommunautaires et les opérations militaires[94]. Les civils sont également la cible directe des violences. Au cours de la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED a recensé 117 incidents de *violence against civilians*. Parmi ces 117 incidents, l'on compte 49 disparitions et enlèvements. Les 68 autres sont repris par l'ACLED sous la catégorie des *attacks*[95]. L'ACLED attribue 32 incidents de *violence against civilians* à l'EIGS (à Tahoua et Tillabéri), 6 avec certitude à Boko Haram, 37 à l'EIAO ou à Boko Haram, et 6 avec certitude à l'EIAO (tous à Diffa)[96].

Les troupes de sécurité nigériennes ont également été citées lors de 8 incidents comme auteur principal de violences contre des civils[97]. Dans le cadre d'accusations portées par la MINUSMA et Amnesty International au sujet de violences commises par l'armée nigérienne, la Commission nationale des droits de l'homme a ouvert une enquête, menée entre le 20 mai et le 6 juillet 2020. L'enquête incrimine les troupes de sécurité nigériennes pour l'exécution de 71 personnes à Inates (région de Tillabéri), dont les corps ont été découverts dans six fosses communes. Ces exécutions extrajudiciaires auraient eu lieu début 2020. Le ministre de la Défense, Issoufou Katambe, a réfuté la responsabilité des soldats nigériens[98]. De même, le gouvernement a démenti que, fin février et début mars 2020, les forces combattantes nigériennes (FAN) aient perpétré des exécutions extrajudiciaires

[90] ACLED, mise à jour consultée via export tool: 14/11/2020, url
[91] ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, url
[92] ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, url
[93] CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, url
[94] UNSC, 02/11/2020, p. 1, url
[95] CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, url
[96] CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, url
[97] CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, url
[98] RFI, 13/09/2020, url; BBC, 05/09/2020, url; GRIP, 13/10/2020, url

à Inékar, Anderamboukane et Ghiahaghmene, au Mali, comme le décrit un rapport de la section des droits de l'homme de la MINUSMA[99].

José Luengo-Cabrera a réalisé les graphiques suivants sur la base des données de l'ACLED relatives aux neuf premiers mois de 2020 pour le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Ils renseignent sur le nombre de civils tués dans le cadre de violences directes et indirectes. Il en ressort que les violences s'intensifient d'année en année au Sahel, et que ce sont surtout les groupes djihadistes et les forces de l'ordre qui font des victimes parmi les civils au Niger[100].

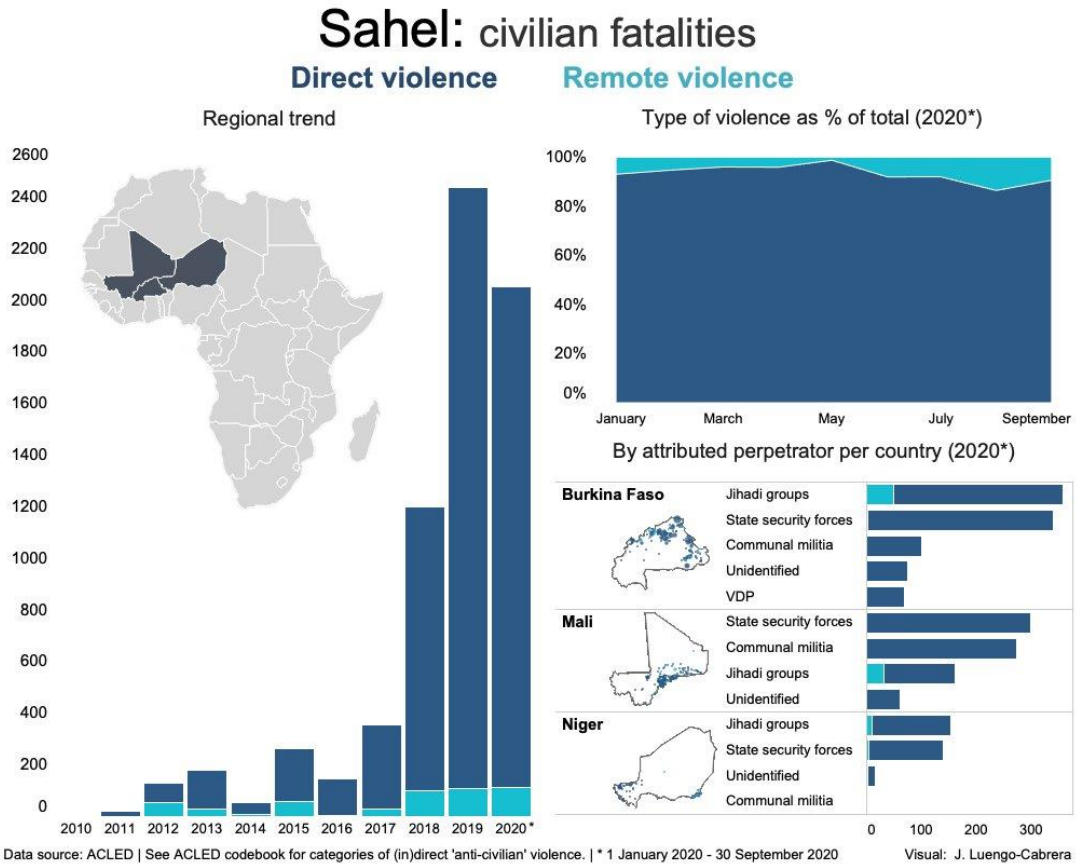


Illustration 3 : Victimes civiles au Sahel[101]

Selon le Danish Refugee Council (DRC), les groupes armés menacent les chefs de communautés locales qui ne suivent pas leurs instructions ou dont ils soupçonnent qu'ils informent les forces de l'ordre de leur présence et de leurs actions. Le DRC fait état de 15 meurtres au cours de la période allant de janvier à mars 2020, essentiellement de chefs de communauté, de membres de leur famille, ou de personnes influentes dans la communauté, ainsi que de 19 cas d'enlèvement pour un total de plus de 50 personnes[102].

[99] MINUSMA, 04/2020, url; GRIP, 07/07/2020, url
[100] José Luengo-Cabrera, 08/10/2020, url
[101] José Luengo-Cabrera, 08/10/2020, url
[102] DRC, 28/08/2020, pp. 2-3, url

Si l'on en croit l'ICG, dans la région de Tillabéri, les fonctionnaires responsables des élections sont les cibles des djihadistes qui, par ailleurs, menacent toute personne qui ose participer aux scrutins[103].

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique indique que les deux tiers des attaques de l'EIGS au Niger en 2020 visent des civils. C'est notamment le cas dans la région de Tillabéri, où l'EIGS est plus actif que d'autres groupes islamistes militants. Cela suggère, selon le centre d'études, que l'EIGS, le groupe islamiste militant dominant dans cette région, n'a pas le soutien de la population locale[104].

Outre les civils, les forces de l'ordre constituent une cible directe des groupes terroristes. Le GRIP mentionne notamment un attentat commis par des terroristes lourdement armés contre la Brigade territoriale de la gendarmerie de Banibanga, dans la région sud de Tillabéri, le 5 avril 2020 et une attaque du poste militaire de Blabrine, dans la région de Diffa, durant la nuit du 18 au 19 mai 2020[105]. L'UNHCR fait état d'attaques meurtrières successives contre des positions militaires à Inates, Sinegodar et Agando, depuis le début de 2020, et signale à cet égard que plusieurs positions ont été abandonnées[106].

Qui plus est, selon Mohamed Ibn Chambas, le représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, l'on observe une nouvelle tendance, à savoir des agressions de travailleurs humanitaires[107]. En juin 2020, neuf d'entre eux ont été enlevés par des djihadistes à moto, à la frontière avec le Burkina Faso[108]. Le 9 août 2020, dans le parc national de Kouré, huit personnes – deux Nigériens et six Français – ont perdu la vie lors de l'attaque de leur véhicule, par des hommes armés se déplaçant à moto. Le 17 septembre, l'EI revendiquait l'attaque[109].

[103] ICG, 19/11/2020, url
[104] Africa Center for Strategic Studies, 18/12/2020, url
[105] aNiamey.com, 10/04/2020, url; aNiamey.com, 05/05/2020, url; aNiamey.com, 19/05/2020, url; GRIP, 07/07/2020, url
[106] UNHCR, 10/09/2020, url
[107] ISS, 24/07/2020, url
[108] RFI, 26/06/2020, url
[109] GRIP, 13/10/2020, url

6. Répartition géographique

6.1. Sud-Ouest : Tillabéri en Tahoua

Ces dernières années, les conditions de sécurité à l'intersection du Niger, du Burkina Faso et du Mali – ainsi, donc, que la situation dans les régions nigériennes de Tillabéri et de Tahoua – se sont fortement détériorées. Dans la mesure où des groupes armés s'en prennent sciemment à des écoles, des dispensaires et des infrastructures, ils privent les communautés locales de services essentiels. De plus, la population est victime d'extorsion, de fusillades ciblées, et les commerces, de pillage. Dans la région de Tillabéri, le gouvernement du Niger a récemment prolongé l'état d'urgence, décrété en 2017[110].

Dans la bande frontalière du Mali avec la région de Tahoua, le contexte en matière de sécurité est instable et préoccupant, surtout dans le département de Tillia, où s'accroît la présence de groupes armés[111]. Dans cette même bande frontalière, l'on observe une baisse du nombre d'attaques contre des positions des forces de l'ordre. En revanche, les attaques de villages et les exactions contre leur population n'ont pas cessé. Les marchés hebdomadaires restent des cibles pour les groupes armés[112]. Le Conseil de sécurité des Nations unies fait état de la diminution des activités terroristes dans la zone du Liptako-Gourma, à l'intersection du Burkina Faso, du Mali et du Niger, à la suite des opérations du G5S. Les terroristes semblent avoir étendu leurs actions à l'ouest, vers la Côte d'Ivoire et les zones à la frontière du Burkina Faso et du Niger[113]. En novembre 2020, l'ICG écrivait que c'est principalement la région de Tillabéri qui est affectée par les violences, puisque les rebelles islamistes y exploitent les conflits locaux afin de consolider leur présence[114].

Pour la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED a enregistré 76 incidents dans les régions de Tillabéri et de Tahoua. Parmi ces incidents, l'ACLED en considère 19 comme des *battles*, 7 comme des *explosions/remote violence* et 50 comme des *violence against civilians*. À Tillabéri au cours de cette même période, 68 incidents se sont produits, dont 14 considérés comme des *battles*, 7 comme des *explosions/remote violence* et 47 comme des *violence against civilians*. À Tahoua, ce sont 5 *battles* et 3 incidents de *violence against civilians* qui se sont produits[115].

Toutefois, l'UNHCR a recensé 81 incidents liés à la sécurité[116] dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, durant le seul mois de mai 2020. Ces incidents ont fait 92 victimes, dont 32 morts et 7 disparus[117]. Le 9 mai 2020, des djhadistes ont attaqué les villages dans nord de la région de Tillabéri, faisant 20 morts et 5 blessés parmi les civils. Le 31 mai 2020, environ 50 individus non identifiés ont fait incursion dans la ville d'Intikane, dans la région de Tahoua, où séjournaient 20.000 réfugiés et 15.000 déplacés internes. Les assaillants ont tué 2 représentants de réfugiés maliens et un chef de la communauté locale[118].

---

[110] UNHCR, 26/10/2020, p. 2, url
[111] UNHCR, 20/07/2020, p. 3, url
[112] UNHCR, 20/10/2020, pp. 2-4, url
[113] UNSC, 02/11/2020, p. 2, url
[114] ICG, 19/11/2020, url
[115] ACLED, mise à jour consultée via export tool: 14/11/2020, url
[116] Dans les rapports de monitoring mensuels, l'UNHCR (en collaboration avec le DRC et le Protection Cluster) enregistre tous les incidents qui relèvent des atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique; des atteintes au droit à la propriété, du fait du vol et de l'extorsion; des atteintes au droit à la libre circulation, du fait d'arrestations et d'enlèvements; des violences sexuelles et liées au genre; et de l'enrôlement des enfants dans les forces armées et les groupes armés.
[117] UNHCR, 12/06/2020, url
[118] GRIP, 07/07/2020, url

En juin 2020, d'après l'UNHCR, 140 incidents liés à la sécurité se sont produits, dont 55 à Tillabéri et 85 à Tahoua. Ces incidents ont fait 202 victimes dont 16 femmes et 15 enfants. De janvier à juin 2020, l'UNCHR a constaté une hausse du nombre d'incidents[119].

L'analyse de monitoring de l'UNHCR concernant les régions de Tillabéri et Tahoua pour juin 2020 reprend la répartition géographique des attaques dues aux groupes armés :

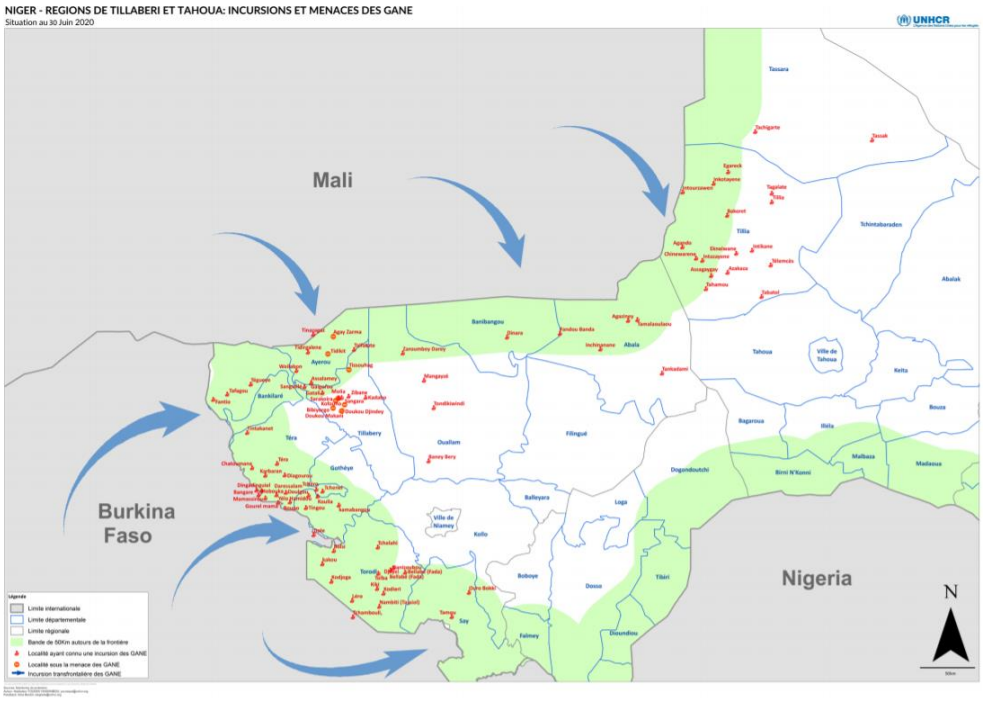


Illustration 4 : Carte des régions de Tillaberi et Tahoua. Incursions et Menaces des GANE

(Groupes armés non étatiques)[120]

Dans le cadre du monitoring de juillet 2020, l'UNHCR a compté 108 incidents, dont 27 incidents dans la région de Tillabéri et 81 dans la région de Tahoua. Les incidents ont fait 268 victimes, parmi lesquelles 110 dans la région de Tillabéri et 58 dans la région de Tahoua[121]. En août 2020, ce sont 146 incidents qui ont eu lieu, dont 27 à Tillabéri et 119 à Tahoua, faisant en tout 360 victimes; 48 à Tillabéri et 312 à Tahoua[122]. L'UNHCR fait état de 169 incidents en septembre 2020, dont 48 à Tillabéri et 121 à Tahoua. Les incidents ont fait 247 victimes; 49 à Tillabéri et 198 à Tahoua[123].

Dans l'ensemble, de juillet à septembre 2020, deux principales atteintes aux droits ont été recensées, à savoir les atteintes au droit à la vie du fait d'agressions physiques, de menaces, d'attaques; et les meurtres d'une part, et les atteintes au droit à la propriété du fait du vol et de l'extorsion, d'autre part[124]. Ces incidents et exactions ont essentiellement été attribués à des éléments de groupes armés liés à l'EIGS. L'UNHCR ajoute que les groupes armés exercent de plus en plus de contrôle sur la vie de la population dans la région[125].

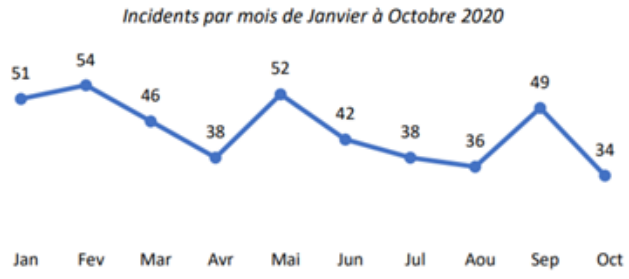
[119] UNHCR, 20/07/2020, pp. 3-4, url
[120] UNHCR, 20/07/2020, url
[121] UNHCR, 13/08/2020, url
[122] UNHCR, 18/09/2020, p. 5, url
[123] UNHCR, 20/10/2020, p. 4, url
[124] UNHCR, 13/08/2020, url; UNHCR, 18/09/2020, url; UNHCR, 20/10/2020, url
[125] UNHCR, 20/10/2020, p. 2, url

Tous les treize départements de la région de Tillabéri se trouvent depuis août 2020 en état d'urgence, ce qui fait de cette région la deuxième après Diffa à être entièrement placée sous ce statut. L'attaque lors de laquelle huit personnes ont perdu la vie, dont sept travailleurs humanitaires, à Kouré le 9 août 2020, a contraint le gouvernement nigérien à décréter l'état d'urgence dans les deux derniers départements qui y avaient échappé jusqu'alors, ceux de Kollo et de Balleyara. L'UNHCR souligne que cette mesure a un impact non négligeable sur la vie quotidienne et le bien-être général des civils de ces zones, en raison notamment de l'interdiction d'utiliser les deux-roues motorisés[126].

6.2. Sud-est : Diffa

Pour la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED a enregistré 90 incidents dans la région de Diffa. Parmi ceux-ci, l'ACLED en considère 24 comme des *battles/armed clashes*, 9 comme des *explosions/remote violence* et 57 comme des *violence against civilians*[127].

Le monitoring commun mené par le Danish Refugee Council (DRC), le Protection Cluster et l'UNHCR mentionne 404 incidents liés à la sécurité[128] pendant la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020[129].

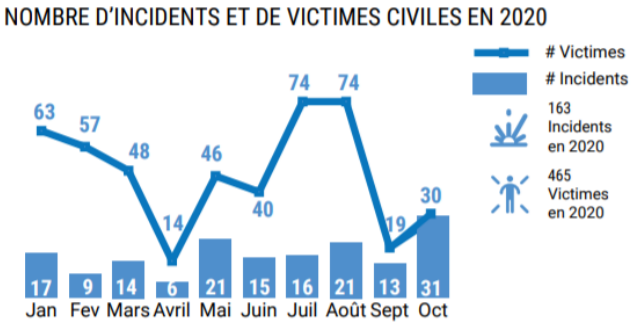


Graphique 5 : Incidents par mois de janvier à Octobre 2020[130]

Selon l'UNOCHA, en mai 2020 l'on a recensé 22 incidents au cours desquels sont tombées 8 victimes, et ont été enlevées 38 personnes. Le nombre d'incendies volontaires augmente, occasionnant d'importants dégâts et des pertes en vies humaines[131]. En juin, 15 incidents se sont produits, faisant 40 victimes[132]. Après les attentats contre des positions militaires en mai et juin 2020, en juillet une attaque a été enregistrée contre un bureau de police de Diffa, non loin du pont de Douchi. En juillet 2020, ce sont en tout 35 personnes qui ont été enlevées après plusieurs attaques menées par des groupes armés et des bandes criminelles. L'UNOCHA a relevé 16 incidents qui ont fait jusqu'à 74 victimes[133]. En août 2020, l'on a fait état de 36 incidents concernant 182 civils, dont 8 ont été tués et 55 enlevés[134]. En septembre 2020, le nombre d'incidents a diminué : 17 enlèvements et un meurtre

[126] UNHCR, 18/09/2020, p. 3, url
[127] ACLED, mise à jour consultée via export tool: 14/11/2020, url
[128] L'UNHCR enregistre tous les incidents qui relèvent des atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique; des atteintes au droit à la propriété du, fait du vol et de l'extorsion; des atteintes au droit à la libre circulation, du fait d'arrestations et d'enlèvements; des violences sexuelles et liées au genre; et de l'enrôlement des enfants dans les forces armées et les groupes armés.
[129] DRC, Protection Cluster & UNHCR, 15/11/2020, p. 1, url
[130] DRC, Protection Cluster & UNHCR, 15/11/2020, p. 3, url
[131] UNOCHA, 10/06/2020, url
[132] UNOCHA, 30/06/2020, url
[133] UNOCHA, 01/08/2020, url
[134] UNHCR, 17/09/2020, url; UNOCHA, 30/09/2020, url

ont été recensés[135]. En octobre, 2020, l'UNOCHA a enregistré 31 incidents lors desquels 11 civils ont été enlevés et 11 autres tués[136].



Ilustration 6 : Nombre d'incidents et de victimes civiles en 2020[137]

Les groupes armés (indépendants de l'État) sont les principaux auteurs de violences, mais ils ne sont pas les seuls. Les troupes régulières et les civils se rendent coupables de violences liées au genre, comme des viols, des agressions sexuelles et des violences de nature psychique. Les bandes criminelles armées commettent également des crimes[138].

Le GRIP évoque une hausse des enlèvements à Diffa, entre juillet et septembre 2020. Selon Niamey.com, les enlèvements contre rançon ne sont pas un phénomène récent, mais ils se multiplient[139]. Les crimes perpétrés par des groupes armés contre la population sont symptomatiques des conditions de sécurité précaires dans la région de Diffa. En outre, les forces de l'ordre se livrent à des arrestations arbitraires et des destructions de propriétés, et la population est en proie à des conflits intercommunautaires[140]. Par ailleurs, il est fait usage d'engins explosifs improvisés (IED) par des groupes armés. En octobre 2020, dans le seul département de Bosso se sont produits quatre incidents lors desquels ont été utilisés des IED. Trois civils y ont perdu la vie et plusieurs autres ont été blessés. Ce type d'incidents empêche l'acheminement de l'aide humanitaire aux groupes de population vulnérables[141].

6.3. Sud : Maradi

Durant la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED a recensé huit incidents dans la région de Maradi, qui ont tous été rangés sous la catégorie de *violence against civilians*[142].

L'UNOCHA a recensé 70 incidents à caractère criminel dans la région de Maradi entre janvier 2020 et juin 2020. Il s'agit d'enlèvements contre rançon, de vols de bétail, de meurtres, de viols et de violences physiques. Ce sont surtout les départements de Guidan Roumdji et de Madarounfa, au sud de la région, qui sont touchés par des incidents liés à la sécurité. Le reste de la région est relativement calme, toujours selon l'UNOCHA[143].

[135] UNOCHA, 30/09/2020, url
[136] UNOCHA, 13/11/2020, url
[137] UNOCHA, 13/11/2020, url
[138] DRC, Protection Cluster & UNHCR, 15/11/2020, p. 1, url ; UNHCR, 25/08/2020, url
[139] Niamey.com, 11/08/2020, url; VOA, 17/08/2020, url; GRIP, 13/10/2020, url
[140] UNHCR, 17/09/2020, url
[141] UNOCHA, 13/11/2020, url
[142] ACLED, mise à jour consultée via export tool: 14/11/2020, url
[143] UNOCHA, 25/08/2020, url

Depuis mai 2020, l'on observe une recrudescence des incidents dans le département de Guidan Roumdji, dans les localités qui bordent le Nigeria. D'après l'UNOCHA, les forces de l'ordre sont présentes dans la zone frontalière pour assurer la sécurité des civils[144].

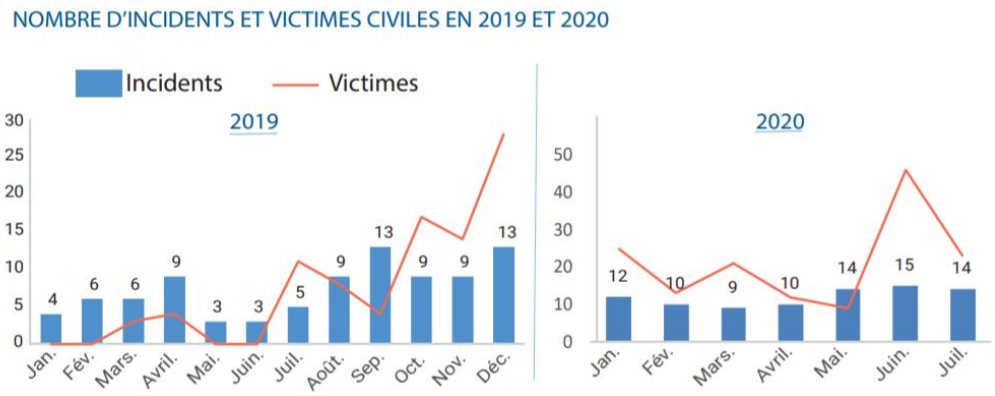


Illustration 7 : Nombre d'incidents et victimes civiles en 2019 et 2020 (jusqu'en juillet 2020)[145]

Au mois d'août 2020, l'UNHCR a fait état de 35 incidents dans lesquels étaient impliquées 51 personnes. Les incidents se sont déroulés dans sept localités. En septembre 2020, l'UNHCR a rapporté 57 incidents liés à la sécurité, concernant 66 personnes et, en octobre, 32 incidents ayant fait 47 victimes. L'UNHCR précise que ce sont les vols et les pillages qui se produisent le plus fréquemment, puis les enlèvements, les agressions physiques et les meurtres. Ces incidents sont essentiellement imputés à des groupes armés, mais également à des membres des communautés hôtes[146].

D'après l'UNHCR, la situation actuelle dans les localités frontalières est préoccupante. En dépit des fortes chutes de pluie, la population est toujours la proie de crimes, qui visent en particulier les chefs de communauté[147].

6.4. Nord : Agadez

Pour la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED n'a pas enregistré d'incident dans la région d'Agadez[148].

Néanmoins, RFI mentionne un incident survenu le 13 septembre 2020, dans la bande frontalière du département d'Arlit avec l'Algérie. Des soldats en opération de sécurisation d'un chantier ont été pris pour cibles. Deux d'entre eux y ont laissé la vie. RFI décrit la région comme étant une zone de transit pour les trafiquants d'armes et autres marchandises prohibées[149].

6.5. Le département métropolitain de Niamey

Un article de juin 2019 paru dans Voice of America (VOA) indique que Niamey est une ville hautement militarisée avec une forte présence de forces de sécurité et des points de contrôle aux entrées de la ville. Les lieux publics et les restaurants sont gardés par des hommes armés[150]. En août 2020, à la

[144] UNOCHA, 25/08/2020, url
[145] UNOCHA, 07/08/2020, url
[146] UNHCR, 20/11/2020a, url; UNHCR, 31/10/2020, url; UNHCR, 20/11/2020b, url
[147] UNHCR, 20/10/2020, p. 2, url
[148] ACLED, mise à jour consultée via export tool: 14/11/2020, url
[149] RFI, 14/09/2020, url; GRIP, 13/10/2020, url
[150] VOA, 19/06/2019, url

suite de l'attaque contre le personnel humanitaire qui a fait huit morts à Kouré le 9 août 2020, le Monde a rédigé un article sur la situation sécuritaire dans la capitale intitulé *Niamey, une ville qui se croyait sûre*. L'article précise que la capitale est protégée par des *ficelles*, points de contrôle de toute personne entrant et sortant de la ville [151].

Selon le même article de VOA, en juin 2019, pour la première fois en dix ans, une attaque a eu lieu aux portes de la ville de Niamey. L'attaque visait un poste de police dans le nord de la ville. L'attaque a tué deux policiers et en a blessé quatre autres[152]. Dans les sources qu'il a consultées, le Cedoca n'a trouvé aucun rapport faisant état d'incidents de sécurité majeurs ou d'attaques dans la capitale depuis juin 2019. En janvier 2020, l'ambassade des États-Unis à Niamey rapporte que plusieurs missiles non explosés ont été découverts dans la périphérie de Niamey, près du village de Kongou Gorou. Il n'y a eu aucun dommage, aucune blessure. L'ambassade ajoute qu'elle est consciente des menaces potentielles contre les bâtiments gouvernementaux nigériens et occidentaux et les lieux fréquentés par les Occidentaux[153]. Niamey a jusqu'à présent été épargnée par les événements dramatiques qu'ont connus d'autres capitales sahéliennes comme Bamako et Ouagadougou, a déclaré Le Monde[154].

Pour la période du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, ACLED ne rapporte aucun incident dans les catégories *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*. ACLED enregistre en revanche d'autres incidents, plus spécifiquement dans les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*. ACLED enregistre cinq manifestations violentes dans la catégorie *riots* et deux manifestations pacifiques sous la catégorie *protests*. Les cinq manifestations violentes sont liées à la fermeture des mosquées en tant que mesure de confinement contre la propagation du COVID 19[155].

L'Overseas Security Advisory Council (OSAC), une collaboration entre le département d'État américain et le secteur privé américain, a indiqué en avril 2020 que Niamey connait une période de manifestations violentes. Des manifestations de rue, grandes et petites, ont lieu régulièrement, souvent à proximité des bâtiments gouvernementaux, des campus universitaires ou d'autres lieux de rassemblement (tels que les parcs publics) où des manifestants bloquent le pont principal sur le fleuve Niger. Les crimes tels que les vols et les accidents de voiture sont courants à Niamey, selon l'OSAC[156]. En novembre 2020, l'ICG a indiqué que l'incapacité des autorités à freiner l'insécurité dans les zones rurales du pays, comme la corruption, alimente la frustration politique dans la capitale. La violence touche principalement la région de Tillabéri, mais l'instabilité dans le pays s'étend de plus en plus à la capitale Niamey, a indiqué l'ICG. L'organisation évoque les manifestations de début 2020 contre le gouvernement, accusé de complicité dans le détournement de matériel militaire, et pour soutenir l'armée dans ses efforts de lutte contre l'insécurité au Niger. L'ICG fait valoir que si les autorités ne parviennent pas à endiguer l'insécurité et la criminalité dans la banlieue de Niamey, cela pourrait s'ajouter aux autres raisons qui alimentent le mécontentement social dans la capitale[157].

[151] Le Monde, 18/08/2020, url
[152] VOA, 19/06/2019, url
[153] US Embassy in Niger, 16/01/2020, url
[154] Le Monde, 18/08/2020, url
[155] ACLED, via export tool geraadpleegde update: 14/11/2020, url
[156] OSAC, 16/04/2020, url
[157] ICG, 19/11/2020, url

7. Déplacements de population

L'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) signale que les déclencheurs des déplacements de population au Niger, de même que leurs motivations, sont complexes et s'interpénètrent. Le changement climatique a suscité tant des périodes de sécheresse que des inondations subites, qui détruisent les récoltes et aggravent une insécurité alimentaire déjà chronique. Celle-ci accentue la concurrence pour les rares ressources naturelles et engendre des tensions entre communautés. Dans ce contexte, la distinction entre les déplacements dus aux calamités et ceux dus au conflit devient difficile à déceler[158]. Selon le DRC, dans certains cas, les civils sont enjoints par les forces de l'ordre nigériennes ou par les groupes armés de quitter leur domicile en raison d'opérations militaires[159]. En 2019, ce sont au moins 57.000 nouveaux déplacés internes (Internal displaced persons/IDP) qui ont été enregistrés, dont 42.000 au cours de la première partie de l'année[160].

L'IDMC signale 59.000 nouveaux IDP durant les six premiers mois de 2020, ce qui dépasse le nombre total d'IDP de l'année précédente. La majorité de ces déplacements se sont produits dans les régions de Tahoua, de Tillabéri et de Maradi. Les années précédentes, ils avaient surtout été observés dans la région sud-est de Diffa, toujours d'après l'IDMC[161].

À la lecture des chiffres de l'Operational Portal de l'UNHCR, au 31 octobre 2020 le Niger comptait 229.509 réfugiés, essentiellement venus du Nigeria (186.081) et du Mali (59.847), pour 257.095 déplacés internes[162].

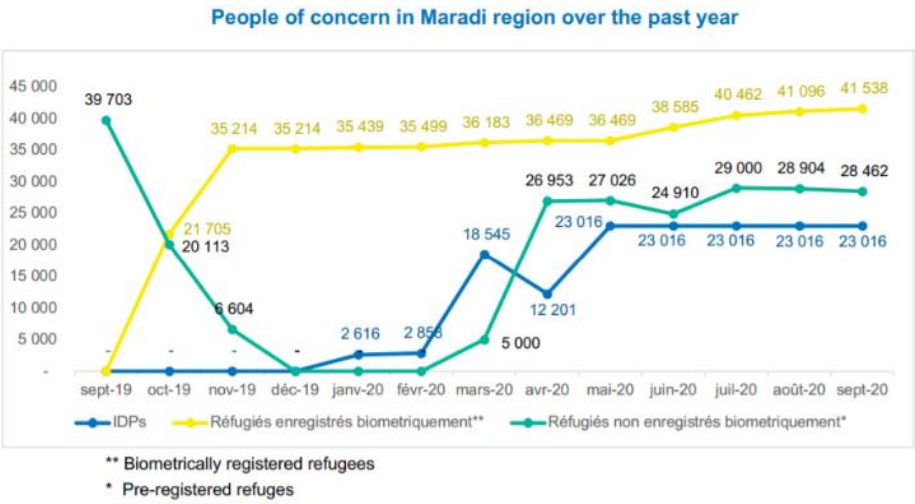
À Tahoua et Tillabéri, entre janvier et juin 2020, ce seraient près de 35.000 nouveaux déplacements qui auraient eu lieu, quoique l'IDMC avertisse qu'il s'agit d'une estimation et que l'on est probablement en-deçà du chiffre réel. Les attaques contre la population, les enlèvements, la « perception » de l'impôt / du *zakat*, les vols de bétail, les agressions physiques et les menaces de mort contre ceux qui ne paient pas cet impôt ou qui collaborent avec les forces armées, et enfin l'omniprésence d'explosifs contraignent les civils à la fuite. Les groupes djihadistes exploitent les tensions intercommunautaires et les violences qui en résultent sont devenues beaucoup plus meurtrières. La principale attaque, qui a suscité le déplacement de 10.000 personnes, s'est déroulée le 31 mai 2020 et visait un camp de réfugiés d'Intikane, dans la région de Tahoua[163].

Dans la région de Maradi, la concurrence pour les ressources et les frictions entre réfugiés nigérians et communautés nigériennes ont causé un déplacement interne. Les milices armées et les groupes djihadistes ont mis à profit ces tensions pour commettre des attentats. Maradi, l'une des régions les plus pauvres du Niger, accueille près de 20.000 IDP. Cette situation représente une menace de jonction entre les violences des régions du Lac Tchad et du Liptako-Gourma, deux zones d'instabilité[164].

L'UNOCHA souligne que la région de Maradi doit faire face à une situation humanitaire complexe, caractérisée par des déplacements de population de réfugiés nigérians et d'IDP[165]. L'UNHCR rapporte que les meurtres, les pillages et les enlèvements dus aux groupes armés dans les États du nord-ouest du Nigeria voisin ont poussé 70.000 personnes à trouver refuge dans la région de Maradi ces deux dernières années[166]. Le graphique ci-dessous reprend le nombre de déplacés internes et de réfugiés dans la région de Maradi entre septembre 2019 et septembre 2020.

---

[158] IDMC, 31/12/2019, url
[159] DRC, 28/08/2020, p. 3, url
[160] IDMC, 31/12/2019, url
[161] IDMC, 23/09/2020, p. 13, url
[162] UNHCR Operational Portal, 31/10/2020, url
[163] IDMC, 23/09/2020, pp. 13-14, url; UNHCR, 20/07/2020, p. 3, url; UNHCR, 11/06/2020, url
[164] IDMC, 23/09/2020, p. 14, url
[165] UNOCHA, 25/08/2020, url
[166] UNHCR, 12/10/2020, p. 1, url



Ilustration 8 : People of concern in Maradi région over the past year[167]

Dans la région de Diffa, l'insécurité constitue la principale cause de déplacements de population vers la ville de Diffa et ses faubourgs. Le graphique ci-dessous laisse entrevoir une baisse des mouvements de population. D'après le DRC, le Protection Cluster et l'UNHCR, cette baisse est due à la présence quasi-continue des forces de l'ordre, à la mobilité plus réduite des habitants (à cause des pluies incessantes et des inondations) et au fait qu'une partie de la population des zones à risque a déjà fui ces derniers mois[168].

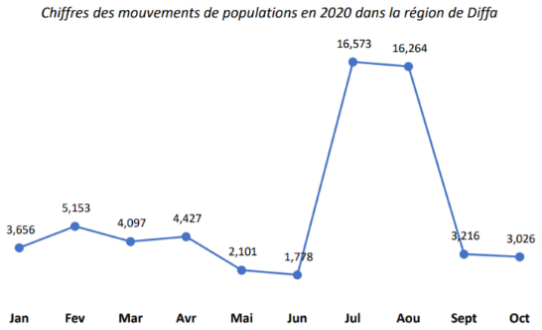


Illustration 9 : Chiffres des mouvements de populations en 2020 dans la région de Diffa[169]

Si l'on en croit les chiffres livrés par le gouvernement, la région de Diffa accueille 265.696 réfugiés nigérians, déplacés internes et Nigériens qui reviennent au pays. Plus de 80 % d'entre eux vivent dans des implantations improvisées[170]. Depuis 2015, la région de Diffa lutte contre les incursions des rebelles de Boko Haram à partir du Nigeria. Si le nombre de nouveaux déplacements a entre-temps baissé, la région enregistrait toujours près de 12.000 déplacés durant la première moitié de 2020[171].

[167] UNHCR, 12/10/2020, p. 2, url
[168] DRC, Protection Cluster & UNHCR, 15/11/2020, p. 1, url
[169] DRC, Protection Cluster & UNHCR, 15/11/2020, p. 3, url
[170] UNHCR, 10/11/2020, url
[171] IDMC, 23/09/2020, p. 14, url

8. Impact des violences sur la vie quotidienne

8.1. Liberté de circulation

Depuis avril 2019, la liberté de circulation dans la région de Diffa s'est réduite sur de nombreuses routes à cause des attentats, des enlèvements et d'une utilisation de plus en plus fréquente des explosifs. Les conditions de sécurité ont un effet extrêmement négatif sur l'économie et la vie quotidienne dans la région[172].

Plusieurs sources expliquent comment la présence de groupes armés influence la vie quotidienne de la population, notamment dans la région de Tillabéri. Les groupes armés imposent des comportements correspondant à leur vision de l'islam, par exemple l'interdiction de vendre certains produits, d'écouter de la musique, de porter le hijab noir pour les femmes ou des pantalons descendant jusqu'à la cheville pour les hommes. Ils menacent également la population et collectent des impôts sous la forme du *zakat*. Le DRC témoigne de ce que les jeunes gens subissent des pressions pour qu'ils se joignent aux groupes armés. La population n'évoque pas facilement ces faits, de crainte de représailles, des groupes armés, mais aussi des forces de l'ordre qui peuvent les accuser de collaboration[173].

La liberté de circulation des habitants de la région de Tillabéri est réduite, étant donné l'interdiction qu'il leur est faite par le gouvernement de se déplacer à motos taxis depuis janvier 2020. Qui plus est, l'insécurité est palpable lors des déplacements transfrontaliers. Au cours des mois de janvier et mars 2020, les transports publics vers le Mali et le Burkina Faso passant par la commune d'Ayorou ont été fortement réduits du fait de la menace des groupes armés[174].

Aux alentours d'Ayarou, dans la région de Tillabéri, les attaques menées contre les forces de l'ordre nigériennes ont entraîné une forte militarisation de la région. À des check-points à l'entrée de la ville, les forces de l'ordre contrôlent régulièrement les habitants, qui doivent produire leurs documents d'identité. Une fois les contrôles passés, le risque est d'être arrêté par un groupe armé. Des documents d'identité officiels, ou des documents rédigés en français, peuvent toujours générer la violence des groupes armés qui identifient alors leurs porteurs comme favorables au gouvernement[175].

Outre la crise sécuritaire, depuis mars 2020 le gouvernement a instauré des restrictions afin de limiter la propagation du COVID-19 au Niger, avec d'importantes conséquences pour la liberté des particuliers et pour l'accès aux soins de santé, à l'enseignement et aux moyens de subsistance[176].

Selon la Bertelsmann Stiftung, les civils vivant en dehors des zones urbaines n'ont pratiquement pas accès, voire aucun accès, aux services publics les plus élémentaires[177]. Ainsi, dans certaines parties de la région de Tillabéri, les mauvaises conditions de sécurité ont eu pour effet la suspension de l'enregistrement des électeurs par la commission électorale[178].

[172] UNHCR, 10/11/2020, url
[173] DRC, 28/08/2020, p. 3, url; UNHCR, 20/07/2020, url; UNHCR, 20/10/2020, url
[174] DRC, 28/08/2020, p. 8, url
[175] DRC, 28/08/2020, p. 8, url
[176] DRC, 28/08/2020, url
[177] Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 7, url
[178] DRC, 28/08/2020, pp. 8-9, url

8.2. Situation sur le plan alimentaire

Le Conseil de sécurité des Nations unies rapporte que les violences ont de graves conséquences au Niger pour les moyens de subsistance, pour les marchés et l'accès à la nourriture[179].

Depuis fin juin 2020, les inondations dues à la crue du fleuve ont pris des proportions catastrophiques, faisant 71 morts et 350 000 sinistrés, parmi lesquels un tiers dans la région d'Agadez. D'autre part, les eaux ont submergé les cultures de riz dont dépendent des milliers de personnes[180].

La carte ci-dessous de l'Emergency Response Coordination Centre (ERCC) ne renseigne pas seulement sur la circulation des réfugiés et des IDP, mais aussi sur la grande insécurité alimentaire à laquelle est confrontée la région[181].

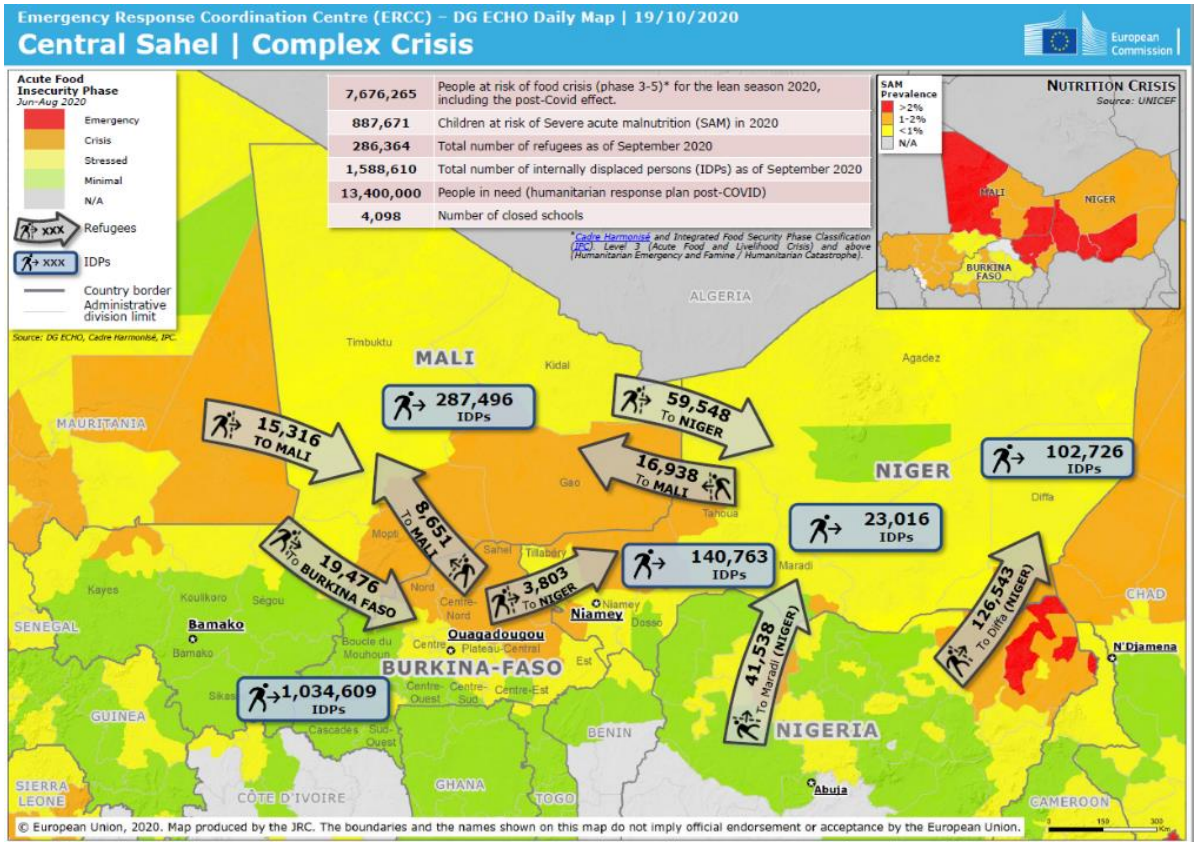


Illustration 10 : Central Sahel Complex Crisis[182]

8.3. Accès à l'aide humanitaire

De nombreuses régions du Niger restent des foyers de la lutte régionale pour le pouvoir entre les différents groupes armés. La population est parfois prise en tenailles entre ces groupes, les violences entre communautés et les opérations militaires. Cette situation a suscité des déplacements de

[179] UNSC, 02/11/2020, p. 1, url
[180] GRIP, 13/10/2020, url
[181] ERCC, 19/10/2020, url
[182] ERCC, 19/10/2020, url

population et des restrictions de liberté. Elle a également de graves conséquences pour l'accès aux services, aux moyens de subsistance et aux différents types d'aide[183].

Les incidents liés à la sécurité ont une influence négative sur le travail des travailleurs humanitaires et ont limité leurs déplacements, surtout dans les zones concernées par les incursions répétées des bandes criminelles[184]. Ainsi le gouvernement a-t-il imposé fin 2019 une restriction de voyager aux organisations humanitaires dans la région de Tillabéri. Désormais, ces dernières ne peuvent se déplacer que sur les routes asphaltées[185]. Compte tenu de l'état d'urgence et des opérations militaires dans les régions de Tillabéri, de Tahoua et de Diffa, l'accès de l'aide humanitaire à certaines localités demeure limité. La précarité de la situation due aux violences et à la détérioration des conditions humanitaires pousse les habitants à fuir[186].

Les dispositions prises dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 limitent l'acheminement de l'aide humanitaire et l'accès que peuvent avoir les habitants à celle-ci[187].

Les graves inondations ont des conséquences pour la population locale, comme pour leur bétail et leurs champs. Le Niger est le pays le plus touché de l'Afrique de l'Ouest. Ce sont principalement les régions de Tillabéri et de Tahoua, y compris les endroits où séjournent les réfugiés et les déplacés internes qui sont concernées. Les inondations ont entraîné d'importants retards en matière d'approvisionnement en nourriture, d'hébergement et d'évacuation sanitaire[188].

8.4. Enseignement

En 2019, la région du Sahel a connu une forte hausse des attaques contre les écoles. L'UNICEF a souligné qu'à la fin de l'année, 3.300 écoles au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont été fermées ou n'étaient plus utilisables à cause des violences, la situation affectant 650.000 enfants et 16.000 enseignants[189].

La guerre contre Boko Haram a occasionné la fermeture d'écoles et d'infrastructures scolaires dans la région de Diffa[190]. Selon le DRC, le secteur de l'enseignement dans la région de Tillabéri est aussi affecté par les conditions de sécurité. En mars 2020, ce sont 263 écoles primaires et 11 écoles secondaires, fréquentées par 23.148 enfants, qui ont été fermées. Les écoles sont menacées par des groupes armés et un certain nombre d'entre elles ont été attaquées et incendiées[191].

8.5. Soins de santé

L'accès des civils aux centres qui dispensent des soins de santé est extrêmement compliqué du fait des restrictions imposées par les autorités aux transports publics, de l'interdiction de circuler pour les motos taxis et des attaques des groupes armés. Dès lors, certaines communautés sont dans l'impossibilité d'accéder à ces centres. L'insécurité dans la région implique également des interruptions dans la livraison de matériel médical et de médicaments. Enfin, les groupes armés interdisent aux femmes l'accès aux soins de santé si le personnel médical est masculin[192].

---

[183] UNSC, 02/11/2020, p. 1, url
[184] UNHCR, 26/10/2020, url
[185] DRC, 28/08/2020, p. 4, url
[186] UNSC, 14/06/2020, url
[187] UNHCR, 26/10/2020, url; DRC, 28/08/2020, p. 4, url
[188] UNHCR, 26/10/2020, url
[189] UNSC, 31/08/2020, url
[190] Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 22, url
[191] DRC, 28/08/2020, pp. 5-7, url
[192] DRC, 28/08/2020, p. 7, url

Résumé

Les sources consultées font état d'une détérioration des conditions de sécurité dans les régions de Diffa, Tahoua, Tillabéri et Maradi au cours de l'année 2020. Des organisations terroristes mettent à profit la pandémie de COVID-19 et multiplient leurs attaques, même en dehors des endroits habituels.

Des troupes de plusieurs pays sont actives sur le territoire du Niger. Les deux principales d'entre elles sont les forces françaises de l'opération Barkhane et la Joint Force of the G5 Sahel – la première ayant pour mission la lutte contre le terrorisme et les groupes djihadistes au Sahel; la seconde, lancée en 2017 par le Niger, le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Burkina Faso, ayant pour mission de contrer les violences djihadistes dans la région. Les forces de l'ordre et l'armée nationales nigériennes sont également engagées dans la lutte contre les violences djihadistes et criminelles dans le pays.

Boko Haram et l'EIGS sont les deux principales organisations terroristes actives au Niger. Ces organisations extrémistes exploitent les divisions et les conflits intercommunautaires afin de renforcer leur influence. Par ailleurs, les criminels (en bande ou individuellement) profitent du peu de présence des forces de l'ordre pour commettre des exactions.

Au cours de la période allant du 1er avril 2020 au 31 octobre 2020, l'ACLED a enregistré 189 incidents au Niger. Parmi ceux-ci, l'ACLED en considère 54 comme des *battles/armed clashes*, 18 comme des *explosions/remote violence* et 117 comme des *violence against civilians.* Ces incidents ont fait 448 victimes parmi les civils.

La population constitue une cible directe des violences dues aux groupes armés et, dans une moindre mesure, aux forces de l'ordre. Les groupes armés menacent, voire éliminent, les chefs de communauté récalcitrants. Les fonctionnaires engagés dans la procesus électoral sont également des cibles pour les djihadistes qui menacent aussi tous ceux qui participent aux élections. Outre les civils, les forces de l'ordre sont une cible directe des violences meurtrières commises par les organisations terroristes. Enfin, l'on observe une nouvelle tendance : les attaques contre le personnel humanitaire.

Ces dernières années, les conditions de sécurité se sont détériorées dans les régions de Tillabéri et de Tahoua. La population y est victime d'extorsion, d'enlèvements, de meurtres, de vols de bétail et de pillages de commerces, essentiellement imputés aux groupes djihadistes.

Dans la région de Diffa, les crimes perpétrés par des groupes armés contre la population sont symptomatiques des conditions de sécurité précaires. Le nombre d'enlèvements s'accroît, ainsi que l'utilisation d'explosifs improvisés. Les forces de l'ordre se livrent à des arrestations arbitraires et des destructions de propriétés. Les conflits intercommunautaires font également des victimes.

Dans la région de Maradi, ce sont surtout les départements de Guidan Roumdji et de Madarounfa qui sont touchés par des incidents liés à la sécurité. Il s'agit d'enlèvements contre rançon, de vols de bétail, de meurtres, de viols et de violences physiques. La situation dans les localités frontalières dans la région Maradi est préoccupante. Le reste de la région est relativement calme.

A Niamey, le mécontentement social et la frustration politique se sont traduits par des manifestations de rue mais il n'y a pas eu d'incidents significatifs dans la capitale.

La détérioration des conditions de sécurité a entraîné une croissance du nombre de personnes déplacées. L'IDMC compte 59.000 nouveaux déplacés liés au conflit au cours des six premiers mois de 2020, ce qui dépasse le nombre total de déplacés de l'année précédente. La majorité des mouvements de population se sont produits dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Maradi. Les années précédentes, les déplacements ont essentiellement été observés dans le sud-est de la région de Diffa. Le 31 octobre 2020, le Niger comptait 229.509 réfugiés, venus principalement du Nigeria (186.081) et du Mali (59.847), ainsi que 257.095 déplacés internes.

Les mauvaises conditions de sécurité ont un impact négatif sur la liberté de circulation des communautés dans les régions affectées par le conflit au Niger. Outre la crise sécuritaire, depuis mars 2020 le gouvernement a instauré des restrictions concernant déplacements afin de lutter contre la diffusion du COVID-19, avec des conséquences non négligeables en matière de soins de santé, d'enseignement et de moyens de subsistance.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

Africa Center for Strategic Studies, *Islamic State in the Greater Sahara Expanding Its Threat and Reach in the Sahel*, 18/12/2020, https://africacenter.org/spotlight/islamic-state-in-the-greater-sahara-expanding-its-threat-and-reach-in-the-sahel/ [geraadpleegd op 26/01/2021]

Africa Radio, *Niger : opérations de « nettoyage » de l'armée nigérienne sur la frontière avec le Burkina*, 03/11/2018, https://www.africaradio.com/news/niger-operations-de-nettoyage-de-l-armee-nigerienne-sur-la-frontiere-avec-le-burkina-140691 [consulté le 24/11/2020]

African Security Sector Network (ASSN), *Economie politique du secteur de la sécurité au Niger : Répertoire et analyse des acteurs et institutions*, 03/2020, http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2020/03/Economie-Politique-du-Secteur-de-la-Securite%CC%81-au-Niger-ASSN.pdf [consulté le 20/02/2020]

Africanews, *L'État islamique désigné ennemi numéro 1 au Sahel*, 15/01/2020, https://fr.africanews.com/2020/01/15/l-état-islamique-designe-ennemi-numero-1-au-sahel/ [consulté le 24/11/2020]

Andalou Agency, *Niger : Le parti au pouvoir remporte les élections communales et régionales*, 22/12/2020, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-le-parti-au-pouvoir-remporte-les-%C3%A9lections-communales-et-r%C3%A9gionales/2085370 [geraadpleegd op 26/01/2021]

aNiamey.com, *Deux FDS tombés sur le champ d'honneur et les assaillants neutralisés dans leur quasi-totalité suite à l'attaque de Banibandgou*, 10/04/2020, http://news.aniamey.com/h/97144.html [consulté le 24/11/2020]

aNiamey.com, *L'armée a repoussé une attaque de Boko Haram aux portes de Diffa*, 05/05/2020, http://news.aniamey.com/h/97527.html [consulté le 24/11/2020]

aNiamey.com, *Niger: attaque meurtrière contre un poste militaire du Sud-Est près de Diffa*, 19/05/2020, http://news.aniamey.com/h/97776.html [consulté le 24/11/2020]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Vannice C.), *Niger – May 2017 Update*, 20/06/2017, https://www.acleddata.com/2017/06/20/niger-may-2017-update/ [consulté le 24/11/2020]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, https://www.acleddata.com/download/2827/ [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, https://www.acleddata.com/download/2820/ [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, https://www.acleddata.com/download/3705/ [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée via export tool: 14/11/2020, https://www.acleddata.com/data/ [consulté le 16/11/2020]

BBC, *L'armée accusée d'avoir exécuté plus de 70 civils au Niger,* 05/09/2020, https://www.bbc.com/afrique/régionn-54042263 [consulté le 24/11/2020]

BBC, *Niger : Le parlement vote l'envoi de troupes au Nigeria,* 09/02/2015, https://www.bbc.com/afrique/régionn/2015/02/150209_niger0147 [consulté le 24/11/2020]

Bertelsmann Stiftung, *BTI 2020 Country Report : Niger*, 29/04/2020, https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2020_NER.pdf [consulté le 17/11/2020]

Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS / CGRA) - Cedoca, *Nota. ACLED: methodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 21/05/2019]

Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), *Résultations Elections*, s.d., https://www.ceniniger.org/legislatives/ [geraadpleegd op 26/01/2021]

Commission Européenne (CE), *Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique*, 07/11/2018, https://www.africa-eu-partnership.org/sites/default/files/apf_factsheet_-_fmm_-_fr.pdf [consulté le 12/03/2020]

Danish Refugee Council (DRC), *Niger : Rapport Semestriel D'analyse De La Situation De Protection Des Populations Affectees Par Les Conflits Dans La Régionn De Tillaberi, Octobre 2019 Mars 2020*, 28/08/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/drc_analyse_tendances_de_protection_tillaberi_oct_2019_-_mars_2020.pdf [consulté le 12/11/2020]

Danish Refugee Council (DRC), Protection Cluster & United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Rapport mensuel de monitoring de protection - Région de Diffa, Région de Diffa (Communes Diffa, N'Guigmi, Bosso, Toumour, Kablewa et Guèskérou) | Octobre 2020*, 15/11/2020, https://reliefweb.int/report/niger/rapport-mensuel-de-monitoring-de-protection-r-gion-de-diffa-r-gion-de-diffa-communes-2 [consulté le 20/11/2020]

Emergency Response Coordination Centre (ERCC), *Central Sahel. Complex Crisis – DG ECHO Daily Map*, 19/10/2020, https://erccportal.jrc.ec.europa.eu/ercmaps/ECDM_20201019_Sahel_Crisis.pdf [consulté le 12/11/2020]

Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), *Union européenne et insécurité : à l'heure où la mission EUCAP Sahel Niger est prolongée, quid de la situation au Sahel ?*, 24/09/2018, http://fmes-france.org/union-europeenne-et-insecurite-a-lheure-ou-la-mission-eucap-sahel-niger-est-prolongee-quid-de-la-situation-au-sahel/ [consulté le 18/03/2020]

France 24, *L'opposition se retire du second tour de la présidentielle au Niger*, 08/03/2016, https://www.france24.com/fr/20160308-opposition-retire-second-tour-presidentielle-niger-amadou-issoufou-copa-copa2016 [consulté le 24/11/2020]

France 24, *Présidentielle au Niger : le peuple a voté dans le calme pour une transition pacifique inédite*, 27/12/2020, https://www.france24.com/fr/afrique/20201227-niger-les-citoyens-appel%C3%A9s-%C3%A0-%C3%A9lire-leur-pr%C3%A9sident-lors-d-une-transition-pacifique-historique [geraadpleegd op 26/01/2021]

France Info (Lachkar M.), *Le Niger peine à empêcher l'implantation de groupes djihadistes sur son sol*, 07/11/2018, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/le-niger-peine-a-empecher-limplantation-de-groupes-djihadistes-sur-son-sol_3053713.html [consulté le 19/03/2020]

G5sahel, *Le G5 Sahel*, 29/09/2015, https://www.g5sahel.org/qui-sommes-nous/le-g5-sahel [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – avril à juin 2020*, 07/07/2020, https://grip.org/monitoring-afrique-avril-juin-2020/ [consulté le 12/11/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – Juillet à septembre 2020*, 13/10/2020, https://grip.org/monitoring-afrique-juillet-sept-2020/ [consulté le 12/11/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Nsimba J.), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2018*, 15/01/2019, https://www.grip.org/fr/node/2704 [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Ghys M.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2017*, 11/01/2018, https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-01-11_FR_M-GHYS.pdf [consulté le 25/02/2020]

Huffpost, *Dans le Sahel, les jihadistes déclarent leur union avec l'État islamique*, 14/01/2018, https://www.huffpostmaghreb.com/2018/01/14/daesh-sahel-g5_n_18999184.html [consulté le 22/04/2020]

Institute for Security Studies (ISS), *Coordinated action needed in the Sahel,* 24/07/2020, https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/coordinated-action-needed-in-the-sahel?utm_source=BenchmarkEmail&utm_campaign=ISS_Weekly&utm_medium=email [consulté le 12/11/2020]

Institute for Security Studies (ISS), *Lessons from Mali as Burkina and Niger head for the polls*, 10/11/2020, https://issafrica.org/iss-today/lessons-from-mali-as-burkina-and-niger-head-for-the-polls [geraadpleegd op 12/11/2020]

Institute for Security Studies (ISS), *Lessons from Mali as Burkina and Niger head for the polls*, 10/11/2020, https://issafrica.org/iss-today/lessons-from-mali-as-burkina-and-niger-head-for-the-polls [consulté le 12/11/2020]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Internal displacement 2020: Mid-year update*, 23/09/2020, https://www.internal-displacement.org/publications/internal-displacement-2020-mid-year-update [consulté le 24/11/2020]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Niger,* 31/12/2019, https://www.internal-displacement.org/countries/niger [consulté le 24/11/2020]

International Crisis Group (ICG), *Burkina Faso et Niger : des élections à l'épreuve des insurrections ?*, 19/11/2020, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/burkina-faso-et-niger-des-elections-lepreuve-des-insurrections [geraadpleegd op 26/01/2021]

International Crisis Group (ICG), *Burkina Faso et Niger : des élections à l'épreuve des insurrections ?*, 19/11/2020, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/burkina-faso-et-niger-des-elections-lepreuve-des-insurrections [consulté le 24/11/2020]

International Crisis Group (ICG), *Garder le trafic sous controle dans le Nord du Niger*, 06/01/2020, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/285-garder-trafic-controle-niger.pdf [consulté le 17/11/2020]

International Crisis Group (ICG), *Sidelining the Islamic State in Niger's Tillabery*, 03/06/2020, https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/niger/289-sidelining-islamic-state-nigers-tillabery [consulté le 12/11/2020]

International Crisis Group (ICG), *The Niger-Mali Border: Subordinating Military Action to a Political Strategy*, 12/06/2018, https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique [consulté le 24/11/2020]

Jeune Afrique, *Niger-Burkina : des patrouilles anti-bandits déployées sur la zone frontalière*, 13/11/2018, https://www.jeuneafrique.com/mag/661742/politique/niger-burkina-des-patrouilles-anti-bandits-deployees-sur-la-zone-frontaliere/ [consulté le 22/04/2020]

José Luengo-Cabrera (@J_LuengoCabrera), *Sahel: civilian fatalities*, 08/10/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1314182905409798146 [consulté le 12/11/2020]

José Luengo-Cabrera (@J_LuengoCabrera), *Sahel: fatalities by type of violence*, 16/09/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1306219278019047425 [consulté le 12/11/2020]

Le Figaro, *Niger : victoire du parti au pouvoir aux élections municipales*, 22/12/2020, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/niger-victoire-du-parti-au-pouvoir-aux-elections-municipales-20201222 [geraadpleegd op 26/01/2021]

Le Figaro, *Niger : victoire du parti au pouvoir aux élections municipales*, 22/12/2020, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/niger-victoire-du-parti-au-pouvoir-aux-elections-municipales-20201222 [geraadpleegd op 26/01/2021]

Le Figaro, *Niger: 50 combattants de Boko Haram «neutralisés» dans le sud-est*, 16/03/2020, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/niger-50-combattants-de-boko-haram-neutralises-dans-le-sud-est-20200316 [consulté le 22/04/2020]

Le Monde, *Au Niger, Niamey, une ville qui se croyait sûre*, 18/08/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/18/niamey-une-ville-qui-se-croyait-sure_6049236_3212.html [geraadpleegd op 26/01/2021]

Le Monde, Au Niger, *une attaque djihadiste meurtrière dans le sud-est à deux semaines de la présidentielle*, 14/12/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/14/au-niger-une-attaque-djihadiste-meurtriere-dans-le-sud-est-a-deux-semaines-de-la-presidentielle_6063293_3212.html [geraadpleegd op 26/01/2021]

Le Monde, *Le Niger annonce avoir tué Ibrahim Fakoura, « figure de proue » de Boko Haram*, 20/03/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/20/le-niger-annonce-avoir-tue-ibrahim-fakoura-figure-de-proue-de-boko-haram_6033778_3212.html [consulté le 22/04/2020]

Le Monde, *Sur le départ, le président du Niger appelle à ne pas « tripoter » les Constitutions*, 07/01/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/07/sur-le-depart-le-president-du-niger-appelle-a-ne-pas-tripoter-les-constitutions_6065471_3212.html [geraadpleegd op 26/01/2021]

Les Yeux du Monde (Guillermin-Golet S.), *Retour sur la scission au sein de Boko Haram*, 31/08/2016, https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/26855-retour-sur-la-scission-au-sein-de-boko-haram [consulté le 22/04/2020]

Libération, *Attaques au Niger : 109 combattants de Boko Haram, quatre militaires et un civil tués*, 06/02/2015, https://www.liberation.fr/planete/2015/02/06/attaques-au-niger-109-combattants-de-boko-haram-quatre-militaires-et-un-civil-tues_1197381 [consulté le 24/11/2020]

Libération, *L'État islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières*, 12/12/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-état-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935 [consulté le 22/04/2020]

Long War Journal (Joscelyn T.), *Analysis : Al Qaeda groups reorganize in West Africa,* 13/03/2017, https://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-al-qaeda-groups-reorganize-in-west-africa.php [consulté le 22/04/2020]

Niamey.com, *Diffa : dans l'indifférence, Boko Haram poursuit ses enlèvements dans la Région*, 11/08/2020, http://news.aniamey.com/h/99162.html [consulté le 24/11/2020]

Opex360 (Lagneau L.), *L'État islamique dans le grand Sahara revendique l'attentat qui a blessé 3 soldats français au Mali*, 13/01/2018, http://www.opex360.com/2018/01/13/létat-islamique-grand-sahara-revendique-lattentat-a-blesse-3-soldats-francais-mali/ [consulté le 22/04/2020]

Opex360 (Lagneau L.), *Les Nations unies sont préoccupées par un « possible resserrement » des liens entre les groupes jihadistes en Afrique de l'Ouest*, 07/07/2018, http://www.opex360.com/2018/07/07/nations-unies-preoccupees-possible-resserrement-liens-entre-groupes-jihadistes-afrique-de-louest/ [consulté le 01/04/2020]

Overseas Security Advisory Council (OSAC), *Niger 2020 Crime & Safety Report*, 16/04/2020, https://www.osac.gov/Country/Niger/Content/Detail/Report/bfb3f35d-08e2-4008-ab52-18760b02138a

Radio France International (RFI), *Massacres d'Inates: le ministre de la Défense nigérien conteste les conclusions de la CNDH*, 13/09/2020, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200913-niger-massacre-tillaberi-ministre-defense-cndh-accusations-armee-justice [consulté le 24/11/2020]

Radio France International (RFI), *Neuf humanitaires nigériens enlevés à l'ouest de Niamey,* 26/06/2020, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200626-neuf-humanitaires-nig%C3%A9riens-enlev%C3%A9s-%C3%A0-l-ouest-niamey [consulté le 24/11/2020]

Radio France International (RFI), *Niger: les opérations militaires se multiplient sur les rives du lac Tchad*, 14/05/2020, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200514-niger-op%C3%A9rations-militaires-force-conjointe-multiplient-lac-tchad [consulté le 24/11/2020]

Radio France International (RFI), *Niger: une attaque vise l'armée dans la région d'Arlit*, 14/09/2020, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200914-niger-une-attaque-vise-l-arm%C3%A9e-la-r%C3%A9gion-darlit [consulté le 24/11/2020]

Radio France internationale (RFI), *Élections municipales au Niger: scrutin test avant la présidentielle du 27 décembre,* 14/12/2020, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201214-%C3%A9lections-municipales-au-niger-scrutin-test-avant-la-pr%C3%A9sidentielle-du-27-d%C3%A9cembre [geraadpleegd op 26/01/2021]

Radio France internationale (RFI), *Niger: qui sont les «bandits armés» qui sévissent aux frontières du pays?*, 11/06/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180611-niger-tchad-libye-soudan-elements-armes-bandits-rebelles-soudanais-tchadiens [consulté le 25/02/2020]

Radio France internationale (RFI), *Niger: triple explosion meurtrière à Diffa, près de la frontière nigériane*, 05/06/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180605-niger-triple-explosion-meurtriere-diffa-frontiere-nigeria [consulté le 22/04/2020]

Radio France internationale (RFI), *Y-a-t-il une scission au sein du groupe Boko Haram?*, 22/06/2016, http://www.rfi.fr/afrique/20160622-y-il-scission-sein-groupe-boko-haram-état-islamique-abubakar-shekau [consulté le 11/02/2020]

République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - France diplomatie, *Présentation du Niger*, 18/04/2018, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/niger/presentation-du-niger/ [consulté le 18/03/2020]

République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - France diplomatie, *La force conjointe G5 Sahel et l'Alliance Sahel*, 06/2019, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/crises-et-conflits/la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alliance-sahel/article/la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alliance-sahel [consulté le 12/03/2020]

République française, ministère de la Défense, *Opération Barkhane,* 07/10/2020, https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane [consulté le 24/11/2020]

Revue Conflits, *Le vrai visage du terrorisme Sahélien : le grand banditisme et la criminalité ordinaire*, 28/07/2020, https://www.revueconflits.com/le-vrai-visage-du-terrorisme-sahelien-le-grand-banditisme-et-la-criminalite-ordinaire/ [consulté le 17/11/2020]

RTBF, *Le Niger attend les résultats de la présidentielle*, 28/12/2020, https://www.rtbf.be/info/monde/detail_le-niger-attend-les-resultats-de-la-presidentielle?id=10662488 [geraadpleegd op 26/01/2021]

Small Arms Survey (de Tessières S.), *At the crossroads of Sahelian conflicts. Insecurity, Terrorism and Arms Trafficking in Niger*, 01/2018, http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-SANA-Report-Niger.pdf [consulté le 22/04/2020]

The Defense Post, *US gives control center to Niger for Boko Haram operations*, 04/02/2019, https://thedefensepost.com/2019/02/04/us-niger-boko-haram-operation-center/ [consulté le 22/04/2020]

The International Security Sector Advisory Team (ISSAT), *Note d'information de l'ISSAT sur la réforme du secteur de la sécurité au Niger*, 05/10/2018, https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Country-Profiles/Note-d-information-de-l-ISSAT-sur-La-reforme-du-secteur-de-la-securite-au-Niger [consulté le 11/02/2020]

The New Humanitarian (Offner F.), *Alliances mouvantes et menaces croissantes : les principaux groupes insurgés du Sahel*, 19/02/2018, http://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2018/02/19/alliances-mouvantes-et-menaces-croissantes-les-principaux-groupes-insurges-du [consulté le 13/04/2020]

The New Humanitarian, *Niger, part 1: At the centre of a brewing militant storm*, 28/03/2019, https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/03/28/niger-part-1-centre-brewing-militant-storm [consulté le 17/11/2020]

The New Humanitarian, *Niger, part 2: Counting the dead, waiting for justice*, 01/04/2019, https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/04/01/niger-counting-dead-waiting-justice-militias-jihadists [consulté le 17/11/2020]

The New Humanitarian, *Niger, part 3: Guns won't win the war*, 15/04/2019, https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/04/15/niger-part-3-guns-conflict-militancy [consulté le 17/11/2020]

Tournons la page, *Niger - Rapport d'observation électorale - Elections du 27 décembre 2020*, 18/01/2021, https://tournonslapage.org/fr/actualites/niger-rapport-dobservation-electorale-elections-du-27-decembre-2020 [geraadpleegd op 26/01/2021]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger : Rapport Mensuel Régionn de Diffa - Aout 2020, 17/09/2020*, https://www.humanitarianresponse.info/en/op%C3%A9rations/niger/document/niger-rapport-mensuel-régionn-de-diffa-aout-2020 [consulté le 20/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport d'analyse de monitoring de protection des régions de Maradi, Septembre 2020*, 20/11/2020a, https://www.humanitarianresponse.info/fr/document/niger-rapport-danalyse-de-monitoring-de-protection-des-r%C3%A9gions-de-maradi-septembre-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport d'analyse de monitoring de protection des régions de Maradi, Aôut 2020*, 20/11/2020b, https://www.humanitarianresponse.info/en/document/niger-rapport-danalyse-de-monitoring-de-protection-des-r%C3%A9gions-de-maradi-a%C3%B4ut-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport mensuele de monitoring de protection, Région de Maradi - Octobre 2020*, 31/10/2020, https://reliefweb.int/report/niger/rapport-mensuele-de-monitoring-de-protection-r-gion-de-maradi-octobre-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport d'analyse de monitoring de protection des régions de Tillabéri et Tahoua, Mai 2020*, 12/06/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_consolide_de_monitoring_de_protection_tillaberi_-tahoua_mai_2020.pdf [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport d'analyse de monitoring de protection des régions de Tillabéri et Tahoua, Juin 2020*, 20/07/2020, https://www.humanitarianresponse.info/en/op%C3%A9rations/niger/document/niger-rapport-danalyse-de-monitoring-de-protection-des-r%C3%A9gions-de-0 [consulté le 12/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport d'analyse de monitoring de protection des régions de Tillabéri et Tahoua, Juillet 2020*, 13/08/2020, https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-rapport-danalyse-de-monitoring-de-protection-des-r%C3%A9gions-de-1 [consulté le 12/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport d'analyse de monitoring de protection des régions de Tillabéri et Tahoua, Août 2020*, 18/09/2020 https://reliefweb.int/report/niger/situation-sahel-central-tillab-ri-et-tahoua-rapport-de-monitoring-de-protection-ao-t [consulté le 19/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Niger: Rapport d'analyse de monitoring de protection des régions de Tillabéri et Tahoua, Septembre 2020*, 20/10/2020 https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-rapport-danalyse-de-monitoring-de-protection-des-r%C3%A9gions-de-2 [consulté le 19/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Operational Portal, Niger, 31/10/2020, https://data2.unhcr.org/en/country/ner [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Operational Update Sahel - October 2020*, 26/10/2020, https://data2.unhcr.org/en/documents/details/82561 [consulté le 12/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Situation Sahel Central - Tillabéri et Tahoua, Rapport de monitoring de protection (Janvier - Février 2020)*, 29/02/2020, https://reliefweb.int/report/niger/situation-sahel-central-tillab-ri-et-tahoua-rapport-de-monitoring-de-protection-janvier [consulté le 22/04/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Time running out for civilians in Africa's Sahel régionn as attacks multiply*, 11/06/2020, https://www.unhcr.org/news/press/2020/6/5ee1e9704/time-running-civilians-africas-sahel-régionn-attacks-multiply.html [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Niger Factsheet: Diffa Régionn, November 2020*, 10/11/2020, https://reliefweb.int/report/niger/unhcr-niger-factsheet-diffa-régionn-november-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Niger Factsheet: Diffa Régionn, November 2020*, 10/11/2020, https://reliefweb.int/report/niger/unhcr-niger-factsheet-diffa-régionn-november-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Niger Factsheet: A new relocation campaign will start in Maradi - October 2020*, 12/10/2020, https://reliefweb.int/report/niger/unhcr-niger-factsheet-new-relocation-campaign-will-start-maradi-october-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Sahel Crisis Response External Operational Update 01-31 July 2020*, 10/09/2020, https://reliefweb.int/report/burkina-faso/unhcr-sahel-crisis-response-external-operational-update-01-31-july-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINSMA), *Note sur les tendances des violations et abus de droits de l'homme*, 04/2020, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/note_trimestrielle_sur_les_endances_des_violations_et_abus_des_droits_de_lhomme.pdf [consulté le 12/11/2020]

United Nations New (UN News), *La Force conjointe du G5 Sahel demeure essentielle dans la lutte contre le terrorisme, rappelle l'ONU*, 16/11/2020, https://news.un.org/fr/story/2020/11/1082372 [consulté le 17/11/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *Niger - Diffa - Aperçu des incidents sécuritaires survenus en octobre 2020 (Au 31 octobre 2020)*, 13/11/2020, https://reliefweb.int/report/niger/niger-diffa-aper-u-des-incidents-s-curitaires-survenus-en-octobre-2020-au-31-octobre [consulté le 20/11/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *Niger - Diffa - Aperçu des incidents sécuritaires survenus en septembre 2020 (Au 30 septembre 2020),* 30/09/2020, https://reliefweb.int/report/niger/niger-diffa-aper-u-des-incidents-s-curitaires-survenus-en-septembre-2020-au-30 [consulté le 20/11/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *Niger - Diffa - Aperçu des incidents sécuritaires survenus en juillet 2020 (Au 31 juillet 2020),* 01/08/2020, https://reliefweb.int/report/niger/niger-diffa-aper-u-des-incidents-s-curitaires-survenus-en-juillet-2020-au-31-juillet [consulté le 20/11/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA)*, Niger: Diffa - Aperçu des incidents sécuritaires survenus en mai 2020,* 10/06/2020, https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/niger/infographic/niger-diffa-aper%C3%A7u-des-incidents-s%C3%A9curitaires-survenus-en-mai-2020 [consulté le 20/11/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *Niger : Région de Diffa Rapport Mensuel Juin 2020,* 30/06/2020, https://www.humanitarianresponse.info/ru/op%C3%A9rations/niger/document/niger-r%C3%A9gion-de-diffa-rapport-mensuel-juin-2020 [consulté le 20/11/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *Niger: Factsheet - Région de Maradi, avril-juin 2020*, 25/08/2020, https://reliefweb.int/report/niger/niger-factsheet-r-gion-de-maradi-avril-juin-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), *Niger: Maradi - Aperçu des incidents sécuritaires survenus en juillet 2020*, 07/08/2020, https://www.humanitarianresponse.info/fr/op%C3%A9rations/niger/infographic/niger-maradi-aper%C3%A7u-des-incidents-s%C3%A9curitaires-survenus-en-juillet-2020 [consulté le 24/11/2020]

United Nations Security Council (UNSC), *Activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel. S/2020/585*, 14/06/2020, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2020_585.pdf [consulté le 12/11/2020]

United Nations Security Council (UNSC), *Joint Force of the Group of Five for the Sahel. S/2020/1074*, 02/11/2020, https://reliefweb.int/report/mali/joint-force-group-five-sahel-report-secretary-general-s20201074 [consulté le 17/11/2020]

United Nations Security Council (UNSC), *Niger : Children and Armed Conflict*, 31/08/2020, https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2020-09/children-and-armed-conflict-4.php [consulté le 24/11/2020]

United Nations Security Council (UNSC)*, Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2017/271)*, 30/03/2017, https://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017271 [consulté le 22/04/2020]

United Nations Security Council, *Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel*, 12/11/2018, https://undocs.org/fr/S/2018/1006 [consulté le 24/11/2020]

United States Embassy in Niger, *Security Alert: Threats against Nigerien and Western Government Facilities and Locations Frequented by Westerners*, 16/01/2020, https://ne.usembassy.gov/security-alert-threats-against-nigerien-and-western-government-facilities-and-locations-frequented-by-westerners/ [geraadpleegd op 26/01/2021]

Voice of America (VOA), *Des groupes djihadistes veulent s'implanter dans l'ouest au Niger*, 06/11/2018, https://www.voaafrique.com/a/niger-des-groupes-djihadistes-veulent-s-implanter-dans-l-ouest/4646403.html [consulté le 11/02/2020]

Voice of America (VOA), *Deux policiers tués lors d'une première attaque aux portes de Niamey*, 19/06/2019, https://www.voaafrique.com/a/attaque-d-un-poste-de-police-%C3%A0-l-entr%C3%A9e-nord-de-niamey-/4965044.html [geraadpleegd op 26/01/2021]

Voice of America (VOA), *L'armée nigérienne libère onze otages de Boko Haram en territoire nigérian*, 17/08/2020, https://www.voaafrique.com/a/l-arm%C3%A9e-nig%C3%A9rienne-lib%C3%A8re-onze-otages-de-boko-haram/5546767.html [consulté le 24/11/2020]

Wikimedia commons, *File:Niger Régions.png*, [Carte], 01/08/2005, https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Niger_Régions.png [consulté le 24/11/2020]